

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

Août 2013

Directeur de la publication : Jean-François Collin
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie
Secrétaire de rédaction : Éric Rouard
Contact : Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère des Finances

Ministère de la Culture et de la Communication
Secrétariat général
Service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation
Mission de la politique documentaire
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670 (version imprimée)
ISSN : 2105-2441 (version en ligne)

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Administration générale

- Page 7 Décision du 27 juillet 2013 modifiant la décision du 04 octobre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire central [CTAC] institué auprès du secrétaire général
- Page 7 Décision du 9 août 2013 modifiant la décision du 28 octobre 2010 modifiée portant nomination des membres à la commission formation

Création artistique – arts plastiques

- Page 8 Arrêté du 28 août 2013 portant nomination de Maîtres d'art

Éducation artistique – Enseignement - Recherche – Formation

- Page 8 Arrêté du 25 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre
- Page 8 Arrêté du 26 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre
- Page 9 Arrêté du 25 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 9 Arrêté du 26 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 9 Arrêté du 24 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 10 Arrêté du 24 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre
- Page 10 Arrêté du 5 août 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre
- Page 10 Arrêté du 25 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Normandie à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre

Page 11	Arrêté du 24 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
Page 11	Arrêté du 24 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris Val-de-Seine à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre
Page 11	Arrêté du 5 août 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre
Page 12	Arrêté du 26 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre
Page 12	Arrêté du 25 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre
Page 12	Circulaire n° 2013/05 du 8 août 2013 fixant les modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux et des aides au mérite aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur habilités à délivrer un diplôme relevant du ministère de la Culture et de la Communication et des écoles ou centres de formation agréés ou habilités, pour l'année 2013-2014
Page 23	Arrêté du 29 août 2013 portant renouvellement de classement du Conservatoire municipal de danse de Marignane en conservatoire à rayonnement communal ou intercommunal

Médias et industries culturelles – Audiovisuel, Cinématographie

Page 24	Arrêté du 2 août 2013 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.
---------	---

Médias et industries culturelles – Livre et lecture

Page 24	Arrêté du 1 ^{er} août 2013 portant nomination à la commission des écrivains.
Page 25	Décision du 28 août 2013 portant attribution du label de Librairie indépendante de référence [LIR] et du label de Librairie de référence [LR]

Patrimoine – Archéologie

Page 28	Décision n°2013 – DG/13/052 du 23 août 2013 portant délégation de signature aux directeurs et chefs de service du siège et à leurs adjoints de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap)
Page 32	Décision n°2013 – DG/13/053 du 28 août 2013 portant délégation de signature au directeur interrégional Rhône-Alpes Auvergne par intérim et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap)

Patrimoine – Monuments historiques

- Page 33 Décision n° 2013-09-A du 30 juillet 2013 portant délégation de signature à l'architecte des bâtiments de France faisant fonction d'administrateur de la grotte de Pair-non-Pair.
- Page 34 Arrêté du 2 août 2013 portant acceptation d'une donation par M. Paul Bigo, pour affectation à la Direction générale des patrimoines, intégration aux collections publiques nationales et conservation dans la cathédrale Notre-Dame d'Évreux (Eure)
- Page 34 Décision n° 2013-06-S du 2 août 2013 portant délégation de signature au directeur administratif, juridique et financier [Centre des monuments nationaux]

Patrimoine - Musées

- Page 37 Décision du 14 juin 2013 de reconduction d'une personnalité qualifiée au conseil d'administration de l' EPCC du Centre Pompidou Metz
- Page 37 Décision n° 0131-N du 14 août 2013 portant modification n° 1 à la délégation de signature [Centre Pompidou]
- Page 38 Décision du 26 août 2013 portant délégation de signature au secrétaire général [Sèvres-Limoges]

Mesures d'information

- Page 39 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

- Page 49 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

- Page 53 Annexe de l'arrêté MCCC1319849A du 1^{er} août 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L.451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO n°0204 du 03 /09/2013) : Semur-en-Auxois (p. 53)
- Page 55 Annexe de l'arrêté MCCC1320425A du 6 août 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L.451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO n° 0204 du 03/09/2013) : Alençon (p. 55), Laval (p. 59)

Mesures de publication et de signalisation

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Décision du 27 juillet 2013 modifiant la décision du 04 octobre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire central [CTAC] institué auprès du secrétaire général

Le secrétaire général,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général ;

Vu la décision du 4 octobre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général,

décide

Art. 1^{er} - Au 2^{ème} alinéa de l'article 4 de la décision du 4 octobre 2010 susvisée, les mots : “ non désigné ” sont remplacés par les mots : “ M^{me} Anabel Mousset ”.

Art. 2 - Le secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
Jean-François Collin

Décision du 9 août 2013 modifiant la décision du 28 octobre 2010 modifiée portant nomination des membres à la commission formation

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2007 portant création d'une commission formation ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire ministériel et au comité d'hygiène et de sécurité ministériel du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la décision du 27 octobre 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentées à la commission formation ;

Vu la décision du 28 octobre 2010 modifiée portant nomination des membres à la commission formation,

Décide

Art. 1^{er} - A l'article 3 de la décision du 28 octobre 2010 susvisée, les mots : “ au titre du syndicat SNAC FO : Monsieur Hector Abitbol ” sont remplacés par les mots : “ au titre du syndicat SNAC-FO : non représenté ”.

Art. 2 - A l'article 4 de la décision du 28 octobre 2010 susvisée, les mots : “ au titre du syndicat SNAC FO : Madame Aurore Lens ” sont remplacés par les mots : “ au titre du syndicat SNAC-FO : non représenté ”.

Art. 3 - Le secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La cheffe du service des ressources humaines
Claire Chérie

CRÉATION ARTISTIQUE ARTS PLASTIQUES

Arrêté du 28 août 2013 portant nomination de Maîtres d'art

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu l'arrêté du 3 août 2004 relatif au Conseil des métiers d'art et à la mission des métiers d'art ;
Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale de la création artistique,

Arrête :

Art. 1^{er} - Sont nommés maîtres d'art, au titre de l'article 5 de l'arrêté du 3 août 2004 susvisé :

- M. Stéphane Bondu, boîtier-joaillier,
- M. Yves Dorget, passementier,
- M^{me} Nelly Gable, graveuse de caractères,
- M. Michel Heurtault, parasolier,
- M. Denis Mallejac, restaurateur de bâti en terre,
- M. Didier Mutel, graveur,
- M^{me} Francine Nicolle, brodeuse de boutis.

Art. 2 - Est nommé maître d'art, au titre de l'article 5-1 de l'arrêté du 3 août 2004 susvisé :

- M. Jacques Loire, maître verrier.

Art. 3 - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Aurélie Filippetti

ÉDUCATION ARTISTIQUE ENSEIGNEMENT – RECHERCHE FORMATION

Arrêté du 25 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment son article 10 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L.752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} - L'École nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire 2013-2014.

Art. 2 - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Maryline Laplace

Arrêté du 26 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment son article 10 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L.752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} - L'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée d'une année à compter de la rentrée universitaire 2013-2014.

Art. 2 - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié

au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Maryline Laplace

Arrêté du 25 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment son article 10 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L.752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} -L'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée d'une année à compter de la rentrée universitaire 2013-2014.

Art. 2 -Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur et
de la recherche en architecture,
Maryline Laplace

Arrêté du 26 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment son article 10 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L.752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;

Arrête

Art. 1^{er} - L'École nationale supérieure d'architecture de Marseille est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée d'une année à compter de la rentrée universitaire 2013-2014.

Art. 2 - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Maryline Laplace

Arrêté du 24 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre

La ministre de la Culture et de la Communication

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment son article 10 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L.752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} -L'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire 2013-2014.

Art. 2 -Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Maryline Laplace

Arrêté du 24 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment son article 10 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L.752-1 ;
Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;
Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} -L'École nationale supérieure d'architecture de Nancy est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire 2013-2014.

Art. 2 -Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Maryline Laplace

Arrêté du 5 août 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment son article 10 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L.752-1 ;
Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;
Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} -L'École nationale supérieure d'architecture

de Nantes est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée d'une année à compter de la rentrée universitaire 2013-2014.

Art. 2 Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication ;
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Maryline Laplace

Arrêté du 25 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Normandie à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment son article 10 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L.752-1 ;
Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;
Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} L'École nationale supérieure d'architecture de Normandie est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire 2013-2014.

Art. 2 Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur et
de la recherche en architecture,
Maryline Laplace

Arrêté du 24 juin 2013 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre

en son nom propre.

La ministre de la Culture et de la Communication,
 Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur
 l'architecture, notamment son article 10 ;
 Vu le Code de l'éducation et notamment son article
 L.752-1 ;
 Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux
 études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;
 Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de
 l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise
 d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} - L'École nationale supérieure d'architecture
 de Paris-Belleville est habilitée à délivrer l'habilitation
 de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la
 maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée
 de 4 ans à compter de la rentrée universitaire 2013-
 2014.

Art. 2 - Le directeur général des patrimoines est
 chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié
 au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la
 Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
 Pour la ministre et par délégation :
 La sous-directrice de l'enseignement supérieur
 et de la recherche en architecture,
 Maryline Laplace

**Arrêté du 24 juin 2013 habilitant l'École
 nationale supérieure d'architecture de Paris Val-
 de-Seine à délivrer l'habilitation de l'architecte
 diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise
 d'œuvre en son nom propre**

La ministre de la Culture et de la Communication,
 Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur
 l'architecture, notamment son article 10 ;
 Vu le Code de l'éducation et notamment son article
 L.752-1 ;
 Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux
 études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;
 Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de
 l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise
 d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} - L'École nationale supérieure d'architecture
 de Paris Val-de-Seine est habilitée à délivrer
 l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice

de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une
 durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire
 2013-2014.

Art. 2 - Le directeur général des patrimoines est
 chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié
 au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la
 Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
 Pour la ministre et par délégation :
 La sous-directrice de l'enseignement supérieur
 et de la recherche en architecture,
 Maryline Laplace

**Arrêté du 5 août 2013 habilitant l'École nationale
 supérieure d'architecture de Saint- Étienne à
 délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé
 d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son
 nom propre**

La ministre de la Culture et de la Communication,
 Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur
 l'architecture, notamment son article 10 ;
 Vu le Code de l'éducation et notamment son article
 L.752-1 ;
 Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux
 études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;
 Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de
 l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise
 d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} - L'École nationale supérieure d'architecture
 de Saint Etienne est habilitée à délivrer l'habilitation
 de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la
 maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une
 durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire
 2013-2014.

Art. 2 - Le directeur général des patrimoines est chargé
 de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au
Bulletin officiel du ministère de la Culture et de la
 Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
 Pour la ministre et par délégation :
 La sous-directrice de l'enseignement supérieur
 et de la recherche en architecture,
 Maryline Laplace

**Arrêté du 26 juin 2013 habilitant l'École
 nationale supérieure d'architecture de
 Strasbourg à délivrer l'habilitation de l'architecte
 diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise**

d'œuvre en son nom propre

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur
l'architecture, notamment son article 10 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article
L.752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux
études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de
l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise
d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} -L'École nationale supérieure d'architecture
de Strasbourg est habilitée à délivrer l'habilitation de
l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise
d'œuvre en son nom propre pour une durée d'une
année à compter de la rentrée universitaire 2013-2014.

Art. 2 - Le directeur général des patrimoines est
chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié
au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la
Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur et de
la recherche en architecture,
Maryline Laplace

**Arrêté du 25 juin 2013 habilitant l'École
nationale supérieure d'architecture de Toulouse
à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé
d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son
nom propre**

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur
l'architecture, notamment son article 10 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article
L.752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux
études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de
l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise
d'œuvre en son nom propre,

Arrête

Art. 1^{er} -L'École nationale supérieure d'architecture
de Toulouse est habilitée à délivrer l'habilitation de
l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise
d'œuvre en son nom propre pour une durée de 4 ans à
compter de la rentrée universitaire 2013-2014.

Art. 2 -Le directeur général des patrimoines est chargé
de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au
Bulletin officiel du ministère de la Culture et de la
Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur et de
la recherche en architecture,
Maryline Laplace

**Circulaire n° 2013/05 du 8 août 2013 fixant les
modalités d'attribution des bourses
d'enseignement supérieur sur critères sociaux
et des aides au mérite aux étudiants des
établissements d'enseignement supérieur
habilités à délivrer un diplôme relevant du
ministère de la Culture et de la Communication
et des écoles ou centres de formation agréés ou
habilités, pour l'année 2013-2014**

NOR : MCCB1320596C

La ministre de la Culture et de la Communication,
à

M^{me} et MM. les directeurs généraux d'administration
centrale,

M^{mes} et MM. les directeurs régionaux des affaires
culturelles,

M^{mes} et MM. les directeurs des établissements
d'enseignement et formation relevant du ministère de
la Culture et de la Communication,

M^{mes} et MM. les directeurs des Centres régionaux des
œuvres universitaires et scolaires.

La présente circulaire, dont les dispositions sont
applicables à compter de la rentrée 2013, annule et
remplace la circulaire du 22 août 2012 (NOR :
MCCB1232099C) relative aux modalités d'attribution
des bourses d'enseignement supérieur sur critères
sociaux aux étudiants des établissements
d'enseignement supérieur habilités à délivrer un
diplôme relevant du ministère de la Culture et de la
Communication et des écoles ou des centres de
formation agréés ou habilités pour l'année 2012-2013.

Les modalités d'attribution des bourses d'enseignement
supérieur sur critères sociaux et des aides au mérite
aux étudiants des établissements d'enseignement
supérieur habilités à délivrer un diplôme relevant du
ministère de la Culture et de la Communication et des
écoles ou des centres de formation agréés ou habilités
font l'objet de dispositions se référant à la circulaire
du 18 juillet 2013 du ministère de l'Enseignement
supérieur et de la Recherche relative aux modalités

d'attribution des bourses sur critères sociaux, des aides au mérite et à la mobilité internationale.

En application des dispositions de l'article L. 821-1 du Code de l'Éducation, l'État peut attribuer des aides financières aux étudiants inscrits en formation initiale. Ces aides sont destinées à favoriser l'accès aux études supérieures, à améliorer les conditions d'études et à contribuer à la réussite des étudiants.

Les aides accordées par l'État sont les suivantes :

I. Bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux

La bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est accordée à l'étudiant confronté à des difficultés matérielles ne lui permettant pas d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures.

Elle constitue une aide complémentaire à celle de la famille. À ce titre, elle ne peut se substituer à l'obligation alimentaire telle que définie par les dispositions des articles 203 et 371-2 du Code civil qui imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ces derniers ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins.

Les revenus ainsi que les charges de la famille sont pris en compte pour déterminer le taux de la bourse fixé en application d'un barème national.

Durant la totalité de ses études supérieures, un étudiant peut se prévaloir de droits annuels de bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux selon les modalités prévues en annexe.

Le maintien de la bourse est soumis à des conditions de progression, d'assiduité aux cours et de présence aux examens.

Pour bénéficier d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, l'étudiant doit être inscrit dans une formation d'un établissement d'enseignement supérieur habilité à délivrer un diplôme relevant du ministère de la Culture et de la Communication, une école ou un centre de formation agréés ou habilités.

L'étudiant doit par ailleurs satisfaire à des critères d'âge, de diplôme et de nationalité.

La demande de bourse sur critères sociaux est effectuée chaque année par internet, à partir du site du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) dont relève l'établissement de formation de l'étudiant au moment où il effectue sa demande. Cette dernière est réalisée à l'aide du

“ dossier social étudiant ”.

II. Aide au mérite

Une aide au mérite, destinée à récompenser l'excellence, est également susceptible d'être accordée à l'étudiant. Le régime de cette aide pour l'année 2013-2014 est identique à celui appliqué au titre de l'année 2012-2013, étant précisé qu'une réforme est envisagée pour l'année 2014-2015.

III. Aide à la mobilité internationale

Une aide à la mobilité internationale peut être accordée à l'étudiant qui effectue un séjour à l'étranger dans le cadre de son cursus d'études en architecture.

Les dispositions relatives aux conditions requises pour l'obtention d'une bourse d'études sur critères sociaux et d'une aide au mérite ou d'une aide à la mobilité internationale sont développées dans les annexes suivantes.

Cette circulaire sera publiée au *Bulletin officiel* sur le site internet du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site internet www.legifrance.gouv.fr

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur, secrétaire général adjoint,
Noël Corbin

Voir les annexes 1 à 8

pages suivantes

Annexe 1

Principe

Pour bénéficier d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux attribuée par le ministère chargé de la culture, l'étudiant doit être inscrit en formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur habilité à délivrer un diplôme relevant du ministère de la Culture et de la Communication, une école ou un centre de formation agréés ou habilités à recevoir des boursiers.

Il doit suivre ses études supérieures à temps plein.

1 - Liste des diplômes, formations, cycles d'études et de formation dispensés dans les établissements d'enseignement et de formation relevant du ministère de la Culture et de la Communication permettant de bénéficier de bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux et d'aides d'urgence annuelle.

I- Direction générale des patrimoines

1° Service de l'architecture

Formations assurées dans 18 écoles nationales supérieures d'architecture (ENSA) et 2 écoles nationales supérieures d'architecture et de paysage (ENSAP) :

- Le diplôme d'études en architecture ;
- Le diplôme d'État d'architecte ;
- Le diplôme de paysagiste DPLG.

2° Service des musées de France

- Le diplôme de premier cycle de l'École du Louvre ;
- Le diplôme de muséologie de l'École du Louvre ;
- Le diplôme de deuxième cycle de l'École du Louvre.

II- Direction générale de la création artistique

1° Service des arts plastiques

Les formations dispensées dans les établissements d'enseignement supérieur d'arts plastiques relevant du ministère chargé de la culture sont les suivantes :

a) Les diplômes nationaux dans les options art, design et communication, dans toutes les mentions :

- Le diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP) « créateur concepteur d'expressions plastiques » ;
- Le diplôme national d'arts plastiques (DNAP) ;
- Le diplôme national d'arts et techniques (DNAT) « réalisateur-designer ».

b) Les diplômes d'École :

- Les diplômes de l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) ;
- Le diplôme de l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) ;
- Les diplômes de l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI – Les ateliers) ;
- Le diplôme de l'École nationale supérieure de la photographie à Arles ;
- Le diplôme du Studio national des arts contemporains Le Fresnoy à Tourcoing ;

c) Les autres diplômes d'écoles agréées :

- Le diplôme d'Enseignement supérieur Média et Art, Option Art, mention Son, Image, Corps à Châlon.

2° Service du spectacle vivant

I - Les formations supérieures en musique

1°) Le diplôme de deuxième cycle supérieur délivré par le Conservatoire national supérieur musique et danse (CNSMD) de Paris et le Conservatoire national supérieur musique et danse (CNSMD) de Lyon.

2°) Le diplôme national supérieur professionnel de musicien (DNSPM) délivré par :

- Le CNSMD Paris ;
- Le CNSMD Lyon ;
- Le CESMD Poitou-Charentes ;
- L'Institut supérieur des arts de Toulouse ;
- Le pôle supérieur d'enseignement artistique de Paris-Boulogne-Billancourt ;
- Le pôle d'enseignement supérieur de la musique Seine-Saint-Denis Ile de France I
- Le pôle d'enseignement supérieur de la musique de Bourgogne ;

La Haute-école des arts du Rhin (ex. pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts) ;

Le Pont supérieur - Pôle d'enseignement supérieur spectacle vivant Bretagne/Pays de la Loire

- Le Pôle d'enseignement supérieur de la musique et de la danse de Bordeaux-Aquitaine ;

L'association de préfiguration du pôle supérieur d'enseignements artistiques Nord-Pas-de-Calais.

3°) Le diplôme de formation supérieure (DFS) délivré par le CNSMD de Paris

II - Les formations supérieures en danse

- 1. - Le diplôme de formation supérieure (DFS) et perfectionnement ;

- Diplôme de notateur du mouvement délivré par le CNSMD de Paris.

2. - *Le diplôme national supérieur professionnel (DNSP) de danseur délivré par :*

- Le CNSMD de Paris ;
- Le CNSMD de Lyon ;
- L'École nationale supérieure de danse de Marseille ;
- L'École supérieure de danse de Cannes – Rosella Hightower ;
- L'École de danse de l'Opéra national de Paris
- L'École supérieure du Centre national de danse contemporaine d'Angers ;
- Le Pôle supérieur d'enseignement artistique de Paris-Boulogne-Billancourt.

III - Les formations supérieures en théâtre

1 - *Le cursus de formation supérieure de 2^{ème} cycle en préfiguration du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris*

2- *Le DNSP de comédien délivré par :*

- Le Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris ;
- L'École du Théâtre national de Strasbourg ;
- Le Pôle supérieur d'enseignement artistique Paris/Boulogne Billancourt
- L'École supérieure de théâtre de Bordeaux Aquitaine
- L'École professionnelle supérieure d'art dramatique du Nord-Pas-de-Calais ;
- L'École régionale d'acteurs de Cannes ;
- L'École supérieure d'art dramatique du Théâtre national de Bretagne ;
- L'École de la comédie de Saint-Etienne ;
- L'Académie - École supérieure professionnelle de théâtre en Limousin ;
- L'École supérieure d'art dramatique de Montpellier.

IV - Les formations supérieures des arts du cirque

1. - *Le diplôme des métiers des arts du cirque (DMA) délivré par :*

- le Centre national des arts du cirque (CNAC)

2. - *Le brevet artistique des techniques du cirque (BATC) délivré par*

- l'École nationale des arts du cirque de Rosny-sous-Bois.

V - Les formations supérieures des arts de la marionnette

1. *Le diplôme des métiers des arts de la marionnette (DMA) délivré par*

- L'Institut international de la marionnette.

VI - Les formations supérieures d'enseignants de la musique et de la danse

1. - *Le certificat d'aptitude aux fonctions de :*

- Directeur des conservatoires à rayonnement régional et départemental

délivré par le CNSMD de Paris

- Professeur de musique

délivré par les CNSMD de Paris et de Lyon

- Professeur de danse

délivré par le CNSMD de Lyon

2. - *Le diplôme d'État de professeur de musique*

délivré par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministère de la Culture et de la Communication :

Le Pôle d'enseignement supérieur de la musique de Bourgogne

Le CESMD de Poitou-Charentes

Le Pôle d'enseignement supérieur de la musique et de la danse de Bordeaux Aquitaine

L'Institut supérieur des arts de Toulouse

Le Pôle supérieur d'enseignement artistique Paris/Boulogne Billancourt

Le Pont supérieur - Pôle d'enseignement supérieur spectacle vivant Bretagne / Pays de la Loire

L'Association de préfiguration du pôle supérieur d'enseignements artistiques Nord-Pas-de-Calais

Le CEFEDM Île-de-France Rueil-Malmaison

Le CEFEDM Lorraine – Metz

Le CEFEDM Rhône-Alpes

Le CEFEDM Sud

Le CEFEDM Normandie

3.- *Le diplôme d'État de professeur de danse*

dont la formation est dispensée par les centres privés habilités par le ministère de la Culture et de la Communication ainsi que par l'Association de préfiguration du pôle supérieur d'enseignements artistiques Nord-Pas-de-Calais, le Pôle d'enseignement supérieur de la musique et de la danse de Bordeaux

Aquitaine, l'Institut supérieur des arts de Toulouse, Le Pont supérieur - Pôle d'enseignement supérieur spectacle vivant Bretagne / Pays de la Loire.

III- Centre national du cinéma et de l'image animée

- Le diplôme délivré par La fémis.

Annexe 2

Critères d'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

Pour bénéficier d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, l'étudiant doit satisfaire à des conditions d'âge, de diplômes et de nationalité.

1 - Conditions d'âge

Être âgé de moins de 28 ans au 1^{er} septembre de l'année de formation supérieure, dans le cas d'une première demande de bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux. À partir de 28 ans, l'étudiant ne doit pas interrompre ses études pour continuer à bénéficier d'une bourse.

La limite d'âge peut être reculée en fonction de la durée du service civique (articles L.120-1 et suivants du Code du service national), du volontariat dans les armées ou du volontariat civil (articles L. 121-1 et suivants du même code). Pour tout étudiant, la limite d'âge est reculée d'un an par enfant élevé.

Aucune limite d'âge n'est opposable à l'étudiant atteint d'un handicap reconnu par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.

2 - Conditions de nationalité

Les étudiants suivants peuvent percevoir une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

2.1 L'étudiant de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, d'un autre État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse.

Outre les conditions générales, le ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France ou d'un autre État partie à l'Espace économique européen doit, en application des articles 7 et 10 du règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union,

remplir l'une des conditions suivantes :

- avoir précédemment occupé un emploi en France, à temps plein ou à temps partiel. L'activité doit être réelle et effective et avoir été exercée en qualité de salarié ou de non salarié ;
- justifier que l'un de ses parents, son tuteur légal ou le délégataire de l'autorité parentale a perçu des revenus en France.

La condition de détention de la qualité de travailleur de l'Union européenne ou d'enfant de travailleur de l'Union européenne n'est pas exigée pour l'étudiant qui atteste d'un certain degré d'intégration dans la société française. Le degré d'intégration est apprécié notamment au vu de la durée du séjour (un an minimum), de la scolarité suivie en France ou encore des liens familiaux en France. Cette condition n'est en tout état de cause pas exigée si l'étudiant justifie de 5 ans de résidence régulière ininterrompue en France (article 24 de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004).

L'ensemble de ces dispositions est applicable aux ressortissants de la Confédération suisse, en application des articles 3 et 9 de l'annexe 1 de l'accord sur la libre circulation des personnes, signé le 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne et ses États membres.

2.2 Étudiant de nationalité étrangère

Outre les conditions générales, l'étudiant de nationalité étrangère doit remplir l'une des conditions suivantes :

- avoir le statut de réfugié reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) en application des dispositions de l'article L. 713-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- être titulaire d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident délivrée en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Dans ce cas, l'étudiant doit en outre être domicilié en France depuis au moins deux ans et attester d'un foyer fiscal de rattachement (père, mère, tuteur légal ou délégataire de l'autorité parentale) en France depuis au moins deux ans. Cette dernière condition est appréciée au 1^{er} octobre de l'année universitaire pour laquelle la bourse est sollicitée ;
- être Andorran de formation française. L'étudiant étranger dont les parents résident en Andorre est en droit de bénéficier d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux dans les mêmes conditions que l'étudiant étranger domicilié en France.

3 - Cas d'exclusion du bénéfice des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux

Sont exclus du bénéfice d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux :

- les fonctionnaires stagiaires, les agents titulaires des fonctions publiques de l'État, territoriale ou hospitalière, en activité, en disponibilité, en congé sans traitement ;
- les personnes placées en détention à l'exception de celles bénéficiant d'aménagements de peine ou d'exécution de la peine leur permettant de suivre des études supérieures hors détention (régime de semi-liberté, placement sous surveillance électronique...) ;
- les personnes inscrites au Pôle emploi comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aides à l'insertion et/ou à la formation professionnelle à l'exclusion des personnes ayant signé un contrat dans le cadre d'un emploi d'avenir professeur ;
- les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation ou en congé individuel de formation ;
- les personnes percevant une pension de retraite ;
- les étudiants qui suivent des cours de mise à niveau linguistique dans un État étranger.

Annexe 3

Conditions de ressources et points de charge

1 - Conditions de ressources

Principe

Les plafonds de ressources ouvrant droit à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux font l'objet, chaque année, d'un arrêté du ministre chargé de la culture publié au Journal officiel de la République française.

Les revenus retenus pour le calcul du droit à bourse sont ceux perçus durant l'année n - 2 par rapport à l'année de dépôt de la demande de bourse et, plus précisément, ceux figurant à la ligne " revenu brut global " ou " déficit brut global " du ou des avis fiscaux d'imposition, de non-imposition ou de non-mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement. Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger, dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie ainsi que les revenus soumis au taux forfaitaire et ne figurant pas à la ligne précitée de l'avis fiscal.

1.1 Dispositions particulières

Dans les situations attestées par une évaluation sociale

révélant l'incapacité de l'un des parents à remplir son obligation alimentaire, une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pourra être accordée sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

1.1.1 Parent isolé

Si sur la déclaration fiscale du parent de l'étudiant figure la lettre " T " correspondant à la situation de parent isolé (définie à l'article L. 262-9 du Code de l'action sociale et des familles) est mentionnée, les revenus du seul parent concerné sont pris en compte. Il en est de même si le parent qui a la charge de l'étudiant peut justifier du versement de l'allocation parent isolé ou du revenu de solidarité active au titre de la situation de parent isolé.

1.1.2 Parents de l'étudiant séparés (divorce, séparation de corps, dissolution du PACS, séparation de fait)

En cas de séparation, les revenus pris en compte sont ceux du parent ayant à charge le candidat, sous réserve qu'un jugement prévoie pour l'autre parent l'obligation du versement d'une pension alimentaire.

En l'absence d'un tel jugement, les ressources des deux parents sont prises en compte. Dans le cas du versement volontaire d'une pension alimentaire, cette dernière doit être déduite du revenu brut global du conjoint qui la verse.

Dans le cas de l'étudiant majeur ne figurant pas sur le jugement de divorce, il convient de retenir les ressources du parent qui a la charge fiscale de l'étudiant ou de celui ou ceux qui lui versent directement une pension alimentaire.

En l'absence de la mention du versement d'une pension alimentaire dans le jugement de divorce, les ex-conjoints peuvent attester du fait, dûment constaté et fiscalement reconnu, que chacun d'entre eux a la charge d'un de leurs enfants au moins. Il conviendra alors d'examiner le droit à bourse sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

1.1.3 Remariage de l'un des parents de l'étudiant

Lorsque le nouveau conjoint prend fiscalement à charge un ou des enfants étudiants issus du premier mariage de son conjoint, le droit à bourse de ces étudiants doit être examiné en fonction des ressources du nouveau couple constitué. A défaut, les dispositions du point 1.1.2 s'appliquent.

1.1.4 Pacte civil de solidarité

Lorsque le pacte civil de solidarité concerne les deux parents de l'étudiant, les revenus des deux parents sont pris en compte.

Si l'un des deux membres du couple n'est pas un parent de l'étudiant, le droit à bourse doit être apprécié, selon les cas, en fonction des dispositions du point 1.1.3 ci-dessus.

1.1.5 Union libre (concubinage)

Lorsque le concubinage ou l'union libre concerne les deux parents de l'étudiant, les revenus des deux parents sont pris en compte.

Si l'un des deux membres du couple n'est pas le parent de l'étudiant, les dispositions du point 1.1.2 ci-dessus s'appliquent.

1.1.6 Étudiant français ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, d'un autre État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse dont les parents résident et/ou travaillent à l'étranger

Pour l'étudiant français, le consulat de France doit transmettre, à titre confidentiel, les éléments permettant d'évaluer les ressources et les charges familiales, et notamment une appréciation sur le niveau des revenus compte tenu du coût de la vie locale.

L'étudiant européen dont les parents ne résident pas sur le territoire français doit présenter toutes les pièces nécessaires à l'examen de son droit à bourse : soit un avis fiscal ou un document assimilé portant sur l'année n - 2, soit, en l'absence d'un tel document, les fiches de salaire du ou des parents, du tuteur légal ou du délégataire de l'autorité parentale portant sur les trois derniers mois de l'année n - 2. Les ressources ainsi obtenues, transposées éventuellement en euros et après réintégration du montant de l'impôt payé lorsque celui-ci est directement prélevé à la source, constituent le "revenu brut global" de la famille qui doit être pris en compte comme celui retenu en France.

1.1.7 Étudiant de nationalité étrangère

Cet étudiant doit joindre à son dossier de candidature une attestation sur l'honneur du ou des parents, du tuteur légal ou du délégataire de l'autorité parentale l'ayant à charge indiquant si des revenus sont perçus à l'étranger et, dans l'affirmative, leur montant en euros. Dans ce cas, ces revenus seront ajoutés au "revenu brut global" figurant sur l'avis fiscal établi en France.

Dispositions dérogatoires

1.2.1 Relatives à la référence de l'année n - 2

Les revenus de l'année civile écoulée, voire ceux de l'année civile en cours, peuvent être retenus. Dans ce cas, les revenus effectivement perçus durant l'année

considérée sont examinés après prise en compte de l'évolution du coût de la vie durant cette (ces) année(s) mesurée par l'Institut national de la statistique et des études économiques afin de les comparer à ceux de l'année de référence. Cette disposition s'applique dans le cas d'une diminution durable et notable des ressources familiales résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce, séparation de fait ou séparation de corps dûment constatée par la juridiction judiciaire ou lorsque la situation personnelle de l'étudiant et/ou de son conjoint est prise en compte (cf. point 1.2.2 ci-dessous) à la suite d'un mariage ou d'une naissance récents ;

Elle est également applicable en cas de diminution des ressources consécutives à une mise en disponibilité, à un travail à temps partiel, à une réduction du temps de travail durable ou à un congé sans traitement (congé parental par exemple)

Cette disposition s'applique aussi à l'étudiant dont les parents sont en situation de surendettement, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou doivent faire face à des situations exceptionnelles telle une baisse de revenus intervenue à la suite de catastrophes naturelles ou d'épidémies.

1.2.2 Relatives aux revenus

Les seules ressources de l'étudiant, voire celles du foyer fiscal auquel il est rattaché, peuvent être prises en compte dans les conditions ci-après :

- étudiant marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité en application de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 : le couple, le conjoint ou le partenaire doit disposer de ressources mensuelles égales ou supérieures à 90 % du Smic net permettant ainsi d'assurer leur indépendance financière. Les intéressés doivent avoir établi une déclaration fiscale commune distincte de celle des parents, du tuteur légal ou du délégataire de l'autorité parentale. L'étudiant étranger doit remplir les conditions de l'annexe 2 à l'exclusion du rattachement à un foyer fiscal (père, mère, tuteur légal ou délégataire de l'autorité parentale). Lorsqu'une bourse a été attribuée en fonction des revenus du couple ou du conjoint ou du partenaire du candidat boursier, cette aide continue d'être allouée au titre de l'année universitaire en cours, même si, entre-temps, ces revenus ont diminué, voire disparu, notamment en cas de départ comme volontaire civil ou volontaire dans les armées, de séparation dûment constatée par la juridiction judiciaire, de divorce ou de veuvage ;
- étudiant ayant lui-même un ou plusieurs enfants à charge fiscalement et qui ne figure plus sur la déclaration de revenus de ses parents, du tuteur légal ou du délégataire de l'autorité parentale. L'étudiant

étranger doit remplir les conditions de l'annexe 2 à l'exclusion du rattachement à un foyer fiscal (père, mère, tuteur légal ou délégataire de l'autorité parentale) ;

- étudiant, âgé de 18 à 21 ans, bénéficiaire des prestations d'aide sociale versées par les services de l'aide sociale à l'enfance (cf. titre II du livre II du code de l'action sociale et des familles) ou âgé de plus de 21 ans et ancien bénéficiaire de ces mêmes prestations ;
- étudiant majeur ayant fait l'objet d'une tutelle ou d'une délégation d'autorité parentale durant sa minorité : prise en compte du foyer fiscal auquel il est rattaché ;
- étudiant orphelin de ses deux parents : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché ;
- étudiant réfugié : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché.

2 - Points de charge à prendre en considération pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux

2.1 Les charges de l'étudiant

Candidat boursier dont le domicile (commune de résidence) familial est éloigné de l'établissement d'inscription à la rentrée universitaire :

- de 30 à 249 kilomètres : 1 point ;
- de 250 kilomètres et plus : 2 points.

2.2 Les charges de la famille

- pour chaque autre enfant à charge, à l'exclusion du candidat boursier : 2 points ;
- pour chaque enfant à charge, étudiant dans l'enseignement supérieur, à l'exclusion du candidat boursier : 4 points.

2.3 Détail des points de charge de l'étudiant relatifs à l'éloignement du domicile par rapport à l'établissement d'inscription à la rentrée

L'appréciation de l'éloignement relève de la compétence du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires qui fonde ses décisions sur les données extraites du répertoire des communes de l'Institut géographique national (IGN) et du fichier de La Poste. Toutefois, conformément à l'article 8 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne qui prévoit que les dispositions de portée générale sont adaptées en tant que de besoin à la spécificité des zones de montagne, cette méthode d'appréciation de l'éloignement peut être ajustée. A cet égard, lorsque

le domicile familial est situé dans une commune répertoriée par la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) comme étant en zone de montagne, l'étudiant bénéficie d'une majoration du nombre de ses points de charge, dans la limite du nombre prévu au point 2.1 ci dessus.

Le domicile (commune de résidence) de l'étudiant est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est la commune de résidence du couple qui sert de référence. Lorsque l'étudiant vient d'un département d'outre-mer, d'une collectivité d'outre-mer ou de Nouvelle-Calédonie afin de poursuivre ses études en métropole, c'est le lieu de résidence des parents ou de l'étudiant et de son conjoint qui est pris en compte si ceux-ci résident en outre-mer. En cas de délocalisation du lieu d'enseignement, c'est celui-ci qui sert de référence. L'étudiant inscrit dans un établissement situé dans un pays membre du Conseil de l'Europe bénéficie à ce titre du nombre de points de charge relatifs à l'éloignement conformément aux dispositions du point 2.1 ci-dessus, même s'il est parallèlement inscrit en France dans un établissement d'enseignement supérieur. L'étudiant inscrit à une préparation à distance ne peut bénéficier des points de charge liés à l'éloignement.

2.4 Détail des points de charge de la famille

Attribution de point de charge pour chaque autre enfant à charge de la famille, à l'exclusion du candidat boursier

Est considéré à charge de la famille l'enfant rattaché fiscalement aux parents, au tuteur légal ou au délégataire de l'autorité parentale y compris celui issu de précédent(s) mariage(s). Le rattachement fiscal est celui de l'année de référence n - 2 prise en compte pour l'examen du droit à bourse ou les années suivantes en cas de naissance ou de mariage.

Le versement d'une pension alimentaire à un enfant majeur ne constitue pas une prise en charge fiscale.

Attribution de point de charge pour chaque enfant à charge étudiant dans l'enseignement supérieur, à l'exclusion du candidat boursier

L'étudiant considéré doit être inscrit dans l'enseignement supérieur au cours de l'année durant laquelle une bourse est sollicitée. La notion d'enseignement supérieur recouvre l'ensemble des formations supérieures dispensées à plein temps ou à distance par le Centre national d'enseignement à distance ou par télé-enseignement organisé par les universités (même si la possession du baccalauréat

n'est pas exigée pour l'admission) et ouvrant droit au régime de la sécurité sociale étudiante. Les points de charge sont également attribués au titre de chaque enfant à charge inscrit dans l'enseignement supérieur à l'étranger à l'exclusion de l'étudiant boursier.

Annexe 4

Organisation des droits à bourse et conditions de maintien des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux

Organisation des droits à bourse et conditions de maintien

Principe

Un étudiant peut utiliser 7 droits à bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, durant la totalité de ses études supérieures. La bourse de mérite, accordée au titre de la circulaire n° 2001-133 du 18 juillet 2001 modifiée, l'allocation d'études, accordée au titre de la circulaire n° 2007-066 du 20 mars 2007, et l'aide d'urgence annuelle sont comptabilisées dans le nombre de droits à bourse.

La bourse est accordée, pour une année universitaire déterminée, selon les modalités prévues ci-dessous. Ces dispositions sont applicables aussi bien dans le cadre d'un cursus linéaire que dans le cadre d'une ou de plusieurs réorientations.

1 - Organisation des droits à bourse

1.1 Condition d'attribution

Le 3^{em} droit ne peut être accordé que si l'étudiant a validé au moins 60 crédits, 2 semestres ou 1 année.

Le 4^{eme} ou le 5^{eme} droit ne peuvent être accordés que si l'étudiant a validé au moins 120 crédits, 4 semestres ou 2 années.

Le 6^{eme} ou le 7^{eme} droit ne peuvent être accordés que si l'étudiant a validé au moins 180 crédits, 6 semestres ou 3 années.

L'établissement doit être en mesure de communiquer une information sur la validation de la formation au plus tard en septembre afin de ne pas retarder l'examen des dossiers permettant d'apprécier le droit à bourse par les CROUS.

Les 7 droits ouverts se répartissent dans le cadre de deux cursus distincts :

a) Le cursus licence ainsi que tout autre cursus d'une durée inférieure ou égale ne peuvent donner

lieu à plus de 5 droits à bourse. 5 droits sont également ouverts dans les cas de réorientation entre cursus d'une durée inférieure ou égale à celle de la licence.

b) Au-delà du cursus licence ou de tout autre cursus d'une durée égale, les droits se répartissent comme suit :

- 3 droits si l'étudiant a utilisé moins de 5 droits ;
- 2 droits si l'étudiant a utilisé 5 droits.

c) Un étudiant titulaire d'une licence ou d'un diplôme de niveau comparable peut bénéficier des droits à bourse non utilisés au titre de ce cursus pour préparer un nouveau diplôme de niveau comparable dans la limite de 5 droits.

Un étudiant titulaire d'un master ou d'un diplôme de niveau comparable peut bénéficier des droits à bourse non utilisés pour préparer un nouveau diplôme de niveau inférieur ou de niveau comparable dans la limite des 7 droits et dans la limite des droits ouverts pour chaque cursus (cf. points a) et b) ci-dessus).

Pour bénéficier de ces dispositions, l'étudiant titulaire d'une licence ou d'un master doit transmettre au CROUS une demande accompagnée d'un avis pédagogique motivé du responsable de l'établissement explicitant la cohérence et la complémentarité du projet de formation. Un formulaire type est disponible auprès des CROUS. Dans le cas d'un changement d'établissement, l'avis devra être fourni à la fois par le responsable de l'établissement d'origine et par celui de l'établissement d'accueil.

1.2 Dispositions particulières

Des droits supplémentaires à bourses peuvent être attribués dans les conditions suivantes :

a) Dans le cadre de chaque cursus ou cycle, 1 droit annuel supplémentaire pour les étudiants en situation d'échec consécutive à une période de volontariat ou due à des difficultés familiales (décès notamment) ou personnelles (maternité, raisons graves de santé) attestées par un avis des services médicaux et sociaux de l'établissement.

b) Pour la totalité des études supérieures :

- 3 droits annuels supplémentaires pour les étudiants souffrant d'un handicap reconnu par la commission des droits et de l'autonomie des handicapés et pour les étudiants sportifs de haut niveau ;
- 1 droit annuel supplémentaire pour la réalisation d'un stage intégré à la formation d'une durée d'un 1 an ;
- jusqu'à 3 droits annuels pour l'étudiant inscrit à la préparation d'un concours de recrutement d'enseignant quel que soit le nombre de droits utilisés.

Le dernier droit est accordé si le candidat est admissible au concours préparé. Les bourses sur critères universitaires accordées avant la rentrée 2008 pour préparer l'agrégation sont comptabilisées au titre de ces trois droits.

2 - Conditions d'assiduité aux cours et de présence aux examens

Principe

En application des dispositions du décret n° 51-445 du 16 avril 1951, l'étudiant bénéficiaire d'une bourse doit être inscrit et assidu aux cours, travaux pratiques ou dirigés et réaliser les stages obligatoires intégrés à la formation. De même, dans le cadre d'un enseignement à distance, l'étudiant doit être inscrit et assidu aux activités relevant de sa formation et rendre tous les devoirs prévus. En ce qui concerne la présence aux examens, le candidat titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux doit se présenter aux examens et concours correspondant à ses études.

Le non-respect de l'une des obligations précitées entraîne le reversement des sommes indûment perçues.

2.1 Contrôles et sanctions

Les contrôles afférents à l'assiduité aux cours et à la présence aux examens sont conduits sous la responsabilité des directeurs d'école et des chefs d'établissement. Ceux-ci doivent apporter toute leur coopération en fournissant aux services du CROUS les documents ou fichiers relatifs à l'assiduité des étudiants et à leur présence aux examens, accompagnés des justificatifs d'absence. À défaut, le CROUS peut les demander directement à l'étudiant. Dans le cas où ces pièces ne sont pas communiquées dans les délais fixés, le CROUS suspend le versement de la bourse. Cette suspension est également opérée lorsque l'étudiant ne se présente pas à la session d'examen qui se déroule à la fin du 1^{er} semestre. Si, à la suite d'une relance du CROUS, les justificatifs ne sont toujours pas fournis, une procédure d'émission d'un ordre de reversement d'une partie ou de la totalité de la bourse est mise en œuvre.

En tout état de cause, les justificatifs médicaux fournis par l'étudiant au CROUS ne peuvent être retenus lorsqu'ils sont datés de plus d'un an à compter de la date d'interruption des études.

Un étudiant signalé par son établissement comme dispensé d'assiduité aux cours, dans les conditions prévues à l'article 10 de l'arrêté du 1^{er} août 2011 relatif à la licence, ne peut faire l'objet d'un reversement à ce titre. Il en est ainsi des étudiants engagés dans la

vie active ou assumant des responsabilités particulières dans la vie universitaire, la vie étudiante ou associative, des étudiants chargés de famille, des étudiants engagés dans plusieurs cursus, des étudiants handicapés et des sportifs de haut niveau bénéficiant de modalités pédagogiques spéciales.

2.2 Dispositions particulières

Lorsqu'un étudiant titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux doit interrompre ses études au cours de l'année universitaire pour des raisons médicales graves (traitement médical, hospitalisation), il est tenu d'en informer les services de gestion des bourses et de leur transmettre toutes les pièces justificatives nécessaires. Dans ce cas, l'interruption d'études ne suspend pas le paiement de la bourse pendant la période considérée.

Par ailleurs, les étudiants titulaires d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur français et qui suivent parallèlement des études à l'étranger ou effectuant un stage intégré à leur cursus (quel que soit le pays d'accueil), doivent obtenir des autorités pédagogiques une dispense d'assiduité et l'autorisation de se présenter aux examens de fin d'année, pour conserver le bénéfice de leur bourse.

Pour obtenir le paiement de leur bourse, les étudiants qui suivent des études dans un État membre du Conseil de l'Europe doivent adresser un certificat d'inscription mentionnant expressément l'année ou le semestre d'études suivies ainsi que l'intitulé exact du diplôme préparé et remplir les conditions générales définies dans la présente circulaire.

Annexe 5

Traitement des dossiers de demandes de bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux

Principe

La bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est attribuée au titre d'une année universitaire déterminée. L'étudiant doit renouveler sa demande annuellement dans le cadre d'un calendrier précis afin de permettre un nouvel examen de sa situation.

1 - Modalités de dépôt de la demande

La demande de bourse sur critères sociaux est effectuée chaque année par voie électronique (internet), à l'aide du dossier social étudiant (DSE), entre le 15 janvier et le 30 avril précédant la rentrée

universitaire. Au-delà de cette date, et jusqu'au 1^{er} septembre, la demande de bourse présentée par l'étudiant peut néanmoins être acceptée en fonction des justificatifs apportés. Il convient en effet de tenir compte des éventuelles conséquences qu'entraîne une décision de rejet de dossiers tardifs sur la poursuite des études supérieures des candidats. Dans les cas de changement durable et notable de la situation de l'étudiant ou de sa famille, tels qu'énoncés au point 1.2.1 de l'annexe 3, la demande de bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est examinée quelle que soit sa date de dépôt.

Tout dossier, accompagné des pièces justificatives nécessaires à l'instruction de la demande, qui n'aurait pas été remis au CROUS avant le 15 novembre de l'année universitaire en cours ne pourra être pris en compte (sauf en cas de changement durable et notable de la situation de l'étudiant ou de sa famille).

2 - Modalités d'examen du dossier

Le dossier de demande de bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux fait l'objet de deux examens.

Un premier examen est effectué en vue d'informer le candidat et sa famille sur ses droits après application du barème national. Le candidat boursier ayant déposé son dossier avant le 30 avril reçoit, au plus tard au mois de juillet, une information sur l'aide qu'il pourra éventuellement obtenir pour l'année universitaire suivante par le biais d'une notification. Le dossier est instruit par le CROUS qui le transmet, dès la fin de la phase d'instruction, à l'académie d'accueil choisie par l'étudiant.

Le deuxième examen permet de vérifier l'inscription effective du candidat et les conditions de sa scolarité. La décision définitive d'attribution ou de rejet d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est alors notifiée au candidat. Si la décision est moins favorable que celle fournie au mois de juillet, elle doit être motivée. En application de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, les décisions suivantes doivent être obligatoirement motivées :

- refus d'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux ;
- retrait ou réduction d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

Ces décisions doivent indiquer les voies et délais de recours (recours administratifs et recours contentieux).

Annexe 6

Maintien de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pendant les grandes vacances universitaires à certains étudiants

Aides financières spécifiques et complémentaires

Le paiement de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pendant les grandes vacances universitaires est réservé à l'étudiant titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux des échelons O bis à 7. Cette disposition s'applique à l'étudiant qui n'a pas achevé ses études au 1^{er} juillet de l'année universitaire au titre de laquelle il a obtenu cette bourse. L'intéressé doit, en outre, se trouver dans l'une des situations suivantes :

- a) étudiant en métropole à la charge de ses parents, de son tuteur légal ou du délégataire de l'autorité parentale lorsque ceux-ci résident dans un département d'outre-mer, une collectivité d'outre-mer ou en Nouvelle-Calédonie ;
- b) étudiant originaire de Wallis-et-Futuna poursuivant des études en Nouvelle-Calédonie ;
- c) étudiant poursuivant des études en Polynésie française ou en Nouvelle-Calédonie et, dans chaque cas, originaire d'une île du territoire distincte de celle où est dispensé l'enseignement ;
- d) étudiant français ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'Espace économique européen à la charge de ses parents, de son tuteur légal ou du délégataire de l'autorité parentale lorsque ceux-ci résident à l'étranger (à l'exception des pays membres de l'Union européenne, des États parties à l'Espace économique européen, de la Confédération suisse et des pays riverains de la Méditerranée où l'étudiant a la possibilité de rejoindre sa famille chaque année) ;
- e) étudiant pupille de l'État ;
- f) étudiant orphelin de ses deux parents ;
- g) étudiant réfugié sous réserve que la situation de ses parents, de son tuteur légal ou du délégataire de l'autorité parentale ne permette pas d'assurer son accueil pendant les grandes vacances universitaires ;
- h) étudiant qui a bénéficié auparavant des mesures de l'aide sociale à l'enfance, sous réserve que ses parents, son tuteur légal ou le délégataire de l'autorité

parentale ne soient pas en mesure de l'accueillir pendant les grandes vacances universitaires.

Annexe 7

Taux et cumul de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux

1 - Les taux de bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux

Principe

Les taux de bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux font l'objet, chaque année, d'un arrêté interministériel publié au Journal officiel de la République française. Ils sont fixés en fonction d'un barème national qui prend en compte les ressources de la famille et le nombre de points de charge (cf. annexe 3). Neuf échelons (0, 0 bis, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7) sont ainsi déterminés. Le bénéficiaire de l'échelon " 0 " est uniquement exonéré des droits de scolarité et de la cotisation " sécurité sociale étudiante ".

2 - Cumul des aides

Le cumul d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux avec une source de revenu, autre que l'aide familiale, est soumis à certaines conditions. Dès lors que l'obligation d'assiduité aux cours et aux examens telle que définie à l'annexe 4 est respectée, l'étudiant peut exercer une activité professionnelle ne relevant pas des cas d'exclusion prévus à l'annexe 2. Dans ce cadre, le cumul de la rémunération avec une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est possible. Ce cumul est également autorisé lorsque l'étudiant suit à temps complet un stage obligatoire rémunéré intégré dans le cursus au titre duquel il a obtenu une bourse sur critères sociaux.

La bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est cumulable avec une allocation pour la diversité dans la fonction publique, une allocation financière accordée par le ministère chargé de l'éducation nationale, une bourse " Erasmus ", l'indemnité servie dans le cadre du service civique ou une bourse accordée par une collectivité territoriale.

En revanche, elle n'est pas cumulable avec une aide d'urgence annuelle, une bourse d'un autre département ministériel, une aide de formation permanente ou d'insertion professionnelle ou une bourse d'un gouvernement étranger.

Annexe 8

Aide au mérite

1 - Conditions d'attribution

Principe

Cette aide, mise en place depuis 2010, est réservée à l'étudiant éligible à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux et titulaire d'une mention " très bien " à la session du baccalauréat de l'année de son inscription dans un établissement d'enseignement supérieur habilité à délivrer un diplôme relevant du ministère de la Culture et de la Communication, une école ou un centre de formation agréés ou habilités à recevoir des boursiers par le ministère de la Culture et de la Communication.

Un étudiant ne peut bénéficier de plus de 3 aides au mérite au titre du cursus licence ou de tout autre cursus d'une durée inférieure ou égale. Ces limitations s'appliquent aussi bien dans le cadre d'un cursus linéaire que dans le cadre d'une ou plusieurs réorientations.

Le maintien de l'aide au mérite est soumis aux conditions d'assiduité aux cours et de présence aux examens prévues pour les bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux (annexe 4).

En cas de redoublement, un étudiant ne pourra plus bénéficier de l'aide au mérite sauf si ce redoublement est fondé sur des raisons médicales graves.

2- Versement et cumul de l'aide au mérite

La décision définitive d'attribution ou de non attribution de l'aide au mérite est prise par le recteur de l'académie d'accueil et notifiée au candidat.

L'aide au mérite est versée en 9 mensualités. Son montant est fixé par arrêté ministériel. Elle ne donne pas lieu à un versement pendant les grandes vacances universitaires.

Le taux de l'aide à la mobilité pour les étudiants inscrits dans une école d'architecture est fixé à 400 € pour les étudiants boursiers, pour une période limitée à 6 mois pendant toute la durée de leur scolarité.

Arrêté du 29 août 2013 portant renouvellement de classement du Conservatoire municipal de danse de Marignane en conservatoire à rayonnement communal ou intercommunal

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 216-2;

Vu le décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique;

Arrête

Art. 1^{er} -Le Conservatoire municipal de danse de Marignane – 27 boulevard des Plaines - 13700 MARIGNANE, est classé dans la catégorie des conservatoires à rayonnement communal ou intercommunal pour une durée de 7 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 2 - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :
La chef de service adjointe au directeur général de la création artistique,
Laurence Tison-Vuillaume

MÉDIAS ET INDUSTRIES CULTURELLES AUDIOVISUEL, CINÉMATOGRAPHIE

Arrêté du 2 août 2013 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée, notamment son article L. 211-1 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques, notamment son article 1^{er} ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2013 portant nomination des membres de la commission de classification des œuvres cinématographiques,

Arrête :

Art.- 1^{er} -Sont nommés, pour la durée du mandat restant à courir, membres de la commission de classification des œuvres cinématographiques prévue par le décret du 23 février 1990 susvisé, en tant que

membres choisis parmi les personnalités de la profession cinématographique, désignés après consultation des principales organisations ou associations de cette profession et de la critique cinématographique, en remplacement de MM. Luc Leclerc du Sablon et Eric Guirado, démissionnaires :

- M. Pascal Tessaud, en qualité de membre titulaire ;

- M. Akim Isker, en qualité de premier suppléant.

Art. 2 -Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Aurélien Filippetti

MÉDIAS ET INDUSTRIES CULTURELLES LIVRE ET LECTURE

Arrêté du 1^{er} août 2013 portant nomination à la commission des écrivains

NOR : MCCE1317966A

La ministre des Affaires sociales et de la Santé et la ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la sécurité sociale, et notamment son article L. 382-1 et ses articles R. 382-3 à R. 382-5,

Vu ensemble les propositions des organisations professionnelles et syndicales des artistes-auteurs rattachés à la branche professionnelle des auteurs d'œuvres littéraires et dramatiques ainsi que les avis recueillis auprès des organisations professionnelles des diffuseurs des œuvres de ces auteurs,

Arrêtent :

Art. 1^{er} -Sont nommés, pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté, membres de la commission des écrivains instituée par l'article L. 382-1 du Code de la sécurité sociale :

A. - Au titre de la représentation des artistes-auteurs

Titulaires :

M. Bruno Allain (SACD).

M^{me} Colette Camil (UNPI).

M. Maurice Cury (SNAC).

M^{me} Laurence Kiefe (ATLF).

M^{me} Hélène Ladjadj (SFT).

M. Dominique Le Brun (SGDL).

M^{me} Marie Quentrec (La Charte des auteurs et des illustrateurs jeunesse).

Suppléants :

M. Yves Nilly (SACD).

M. Pierre Denieuil (UNPI).

M. Emmanuel de Rengervé (SNAC).

M^{me} Valérie Julia (ATLF).

M. Laurent Laget (SFT).

M^{me} Edith de Cornulier (SGDL).

M. Pascal Boille (La Charte des auteurs et des illustrateurs jeunesse).

B. - Au titre de la représentation des diffuseurs

Titulaires :

M^{me} Isabelle Ramond-Bailly (SNE).

M^{me} Agnès Fruman (SNE).

Suppléants :

M. Jean-Benoît Vassogne (SNE).

M. Julien Chouraqui (SNE).

C. - Au titre de la représentation de l'État

Le directeur de la Sécurité sociale au ministère des Affaires sociales et de la Santé ou son représentant.

Le directeur chargé du livre et de la lecture au ministère de la Culture et de la Communication ou son représentant.

Art. 2 - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur chargé du livre et de la lecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Pour la ministre et par délégation :

Le chef de service adjoint au directeur de la Sécurité sociale,
Jonathan Bosredon

La ministre de la Culture et de la Communication,

Pour la ministre et par délégation :

Le sous-directeur, adjoint au directeur chargé du livre et de la lecture,
Hugues Ghenessia de Ferran

le rapport du président du Centre national du livre,

Vu le Code général des impôts, notamment son article 1464-I ;

Vu le décret n° 2011-993 du 23 août 2011 relatif au label de librairie de référence et au label de librairie indépendante de référence ;

Vu l'avis de la commission instituée à l'article 4 du décret n° 2011-993 du 23 août 2011 en dates des 25 et 26 juin 2013,

Décide

Art. 1^{er} - Le label de librairie indépendante de référence est attribué, conformément à l'article 3 décret du 23 août 2011 susvisé, aux établissements de librairie dont la liste figure en annexe à la présente décision.

Art. 2 - Le label de librairie de référence est attribué, conformément à l'article 3 du décret du 23 août 2011 susvisé, aux établissements de librairie dont la liste figure en annexe à la présente décision.

Art. 3 - La présente décision sera publiée au *let in officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Auréliе Filippetti *officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Auréliе Filippetti

Voir Annexes

pages suivantes

Décision du 28 août 2013 portant attribution du label de Librairie indépendante de référence [LIR] et du label de Librairie de référence [LR]

NOR : MCCE1320316S

La ministre de la Culture et de la Communication, sur

Annexe I

**LABEL DE LIBRAIRIE INDEPENDANTE DE REFERENCE (LIR)
LISTE DES ETABLISSEMENTS LABELLISES EN 2013**

REGION	DEPARTEMENT	VILLE	ETABLISSEMENT	N° SIRET
ALSACE	RHIN (BAS)	HAGUENAU	VINCENTI	'35042923900014
ALSACE	RHIN (HAUT)	MULHOUSE	TRIBULLES	'49932040600014
AQUITAINE	DORDOGNE	PERIGUEUX	DES LIVRES ET NOUS	'40320257500011
AQUITAINE	GIRONDE	BORDEAUX	COMPTINES	'45035300800011
AUVERGNE	ALLIER	MOULINS	LEMOULNAUXLETTRES	'50154950500029
AUVERGNE	PUY DE DOME	RIOM	HORIZONS	'49309902200011
BOURGOGNE	COTE D'OR	DIJON	AUTREMENT DIT	'47839165900024
BOURGOGNE	YONNE	VEZELAY	L'OR DES ETOILES	'37900125800027
BRETAGNE	ILLE ET VILAINE	RENNES	TY BULL TOME 2	'52338268700029
BRETAGNE	ILLE ET VILAINE	SAINT-MALO	L'ODYSSEE	'52209085100018
BRETAGNE	FINISTERE	MORLAIX	DIALOGUES	'50408287600013
BRETAGNE	FINISTERE	SAINT-POL DE LEON SAINT-AMAND	LIVRES IN ROOM	'49372188000018
CENTRE	CHER	MONTROND	SUR LES CHEMINS DU LIVRE	'49076238200029
CENTRE	EURE ET LOIR	CHATEAUDUN	LA LIBRAIRIE DU COIN	'45388779600028
CENTRE	EURE ET LOIR	CHARTRES	L'ESPERLUETE	'50522143200014
CENTRE	EURE ET LOIR	DREUX	LA ROSE DES VENTS	'44975760800020
CENTRE	INDRE ET LOIRE	TOURS	LIBR'ENFANT	'50423066500011
CHAMPAGNE	AUBE	TROYES	MAISON DE LA PRESSE	'44119896700024
ARDENNE				
FRANCHE COMTE	SAONE (HAUTE)	GRAY	LA LIBRAIRIE	'49493249400011
ILE DE FRANCE	HAUTS DE SEINE	SURESNES	LE POINT DE COTE	'51343534700010
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	AUX LIVRES ETC	'51936369100022
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	EQUIPAGES	'42392274900019
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	FONTAINE VILLIERS	'35218664700017
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	GALIGNANI	'55214503900012
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	HENRI IV	'52301149200023
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	LE CHAT PITRE	'39859793000013
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	LE LIVRE ECARLATE	'48887719200010
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	LES GUETTEURS DE VENT	'48333005600019
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	LIBRAIRIE DU COMPAGNONNAGE	'77566202601041
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	LIBRAIRIE DU GLOBE	'39448891000040
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	LIBRAIRIE DU TEMPLE	'3398427830013
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	L'OUVRE BOITE	'53364650100015
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	L'USAGE DU MONDE	'53323000900011
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	PAGE 189	'32361305900019
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	PAGES APRES PAGES	'52531979400018
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	PALIMPSESTE	'65202460500014
ILE DE FRANCE	SEINE SAINT DENIS	LE BLANC MESNIL	LIBRAIRIE GENERALE	'53382319100010
ILE DE FRANCE	SEINE SAINT DENIS	SAINT-DENIS	FOLIES D'ENCRE	'41965088200014
ILE DE FRANCE	VAL DE MARNE	CACHAN	CHRONIQUES	'33121364500020
ILE DE FRANCE	VAL DE MARNE	IVRY-SUR-SEINE	ENVIE DE LIRE	'42332419300014
ILE DE FRANCE	YVELINES	RAMBOUILLET	BD FLASH	'41288790300026
ILE DE FRANCE	YVELINES	RAMBOUILLET	LABYRINTHE	'49819933000016
LANGUEDOC	AUDE	NARBONNE	BD & CIE	'48222716200013
ROUSSILLON				
LANGUEDOC	GARD	PONT SAINT-ESPRIT	L E CHANT DE LA TERRE	'3778813880005
ROUSSILLON				

REGION	DEPARTEMENT	VILLE	ETABLISSEMENT	N° SIRET
LANGUEDOC	HERAULT	MONTPELLIER	SAURAMPS MEDICAL	'35152139800013
LIMOUSIN	CORREZE	BRIVELAGAILLARDE	BULLES DE PAPIER	'48308862100014
LIMOUSIN	CREUSE	GUERET	LES BELLES IMAGES	'31858840700029
LORRAINE	VOSGES	MIRECOURT	LE GRIMOIRE	'49245989600014
MIDI PYRENEES	AVEYRON	ESPALION	PONT VIRGULE	'50439487500018
MIDI PYRENEES	AVEYRON	RODEZ	LA MAISON DU LIVRE JEUNESSE ET BD	'41808113900028
MIDI PYRENEES	GARONNE (HAUTE)	TOULOUSE	FLOURY	'52225621300011
MIDI PYRENEES	GARONNE (HAUTE)	SAINT-LYS	IL ETAIT UNE FOIS	'32837064800037
MIDI PYRENEES	LOT ET GARONNE	CASTELJALOUX	LES CENTS CIELS	'49372210200016
MIDI PYRENEES	TARN	LAVAU	ATTITUDE	'53220867500027
MIDI PYRENEES	TARN ET GARONNE	MONTAUBAN	LA FEMME RENARD	'40312974500010
NORD PAS DE CALAIS	PAS DE CALAIS	BOULOGNE SURMER	L'HORIZON	'44529979500010
NORMANDIE (BASSE)	CALVADOS	CAEN	LE CHEVAL CRAYON	'49274147500015
NORMANDIE (BASSE)	CALVADOS	CAEN	PUBLICA	'41844791800024
NORMANDIE (BASSE)	MANCHE	GRANVIL	LE DETOUR	'52753216200015
NORMANDIE (BASSE)	MANCHE	SAINT-LO	PLANET'R	'34254732000032
NORMANDIE (HAUTE)	EURE	LOUVIERS	ALA PAGE	'39506917200025
NORMANDIE (HAUTE)	SEINE MARITIME	FECAMP	LE CHAT PITRE	'42439948300017
NORMANDIE (HAUTE)	SEINE MARITIME	YVETOT	L'ARMITIERE	'52484189700019
PAYS DE LA LOIRE	LOIRE ATLANTIQUE	GUERANDE	L'ESPRIT LARGE	'49040651900010
PAYS DE LA LOIRE	LOIRE ATLANTIQUE	NANTES	LES NUITS BLANCHES	'52757544300017
PAYS DE LA LOIRE	MAINE ET LOIRE	ANGERS	CONTACT	'30213540500041
PAYS DE LA LOIRE	SARTHE	LE MANS	RECREALIVRES	'50480009500011
PICARDIE	AISE	SAINT-QUENTIN	COGNET	'58578129700015
PICARDIE	SOMME	AMIENS	BULLE EN STOCK	'43258329200011
POITOU CHARENTES	CHARENTE MARITIME	LA ROCHELLE	LES SAISONS	'45398236500026
POITOU CHARENTES	DEUX SEVRES	MELLE	LE MATOULU	'49235702500013
PROVENCE ALPES	BOUCHES DU RHONE	CASSIS	PREAMBULE	'47779427500016
COTE D'AZUR				
PROVENCE ALPES	BOUCHES DU RHONE	MARSEILLE	L'ATTRAPE MOTS	'44297381400019
COTE D'AZUR				
PROVENCE ALPES	VAR	BRIGNOLES	LEBATEAUBLANC	'43305698300011
COTE D'AZUR				
REUNION	REUNION	SAINT-DENIS	GERARD	'31083639000014
RHONE ALPES	ARDECHE	ANNONAY	LA HULOTTE	'47936864900014
RHONE ALPES	ISERE	RENOBLE	OMERVEILLES	'45162797000028
RHONE ALPES	RHONE	LYON	ARCHILIB	'51253138500015
RHONE ALPES	RHONE	LYON	L'ESPRIT LIVRE	'53236666300021
RHONE ALPES	RHONE	LYON	LIBRAIRIE DU TRAMWAY	'43'241653500016
RHONE ALPES	SAVOIE	AIX LES BAINS	LIBRAIRIE DES DANAIDES	'44797658000012
RHONE ALPES	SAVOIE (HAUTE)	ANNECY	LA LIBRAIRIE IMAGINAIRE	'35091101200028

Annexe II

**LABEL DE LIBRAIRIE DE RÉFÉRENCE [LR]
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS LABELLISÉS EN 2013**

REGION	DEPARTEMENT	VILLE	ETABLISSEMENT	N° SIRET
AQUITAINE	GIRONDE	SOULAC SUR MER	LA LIBRAIRIE DE CORINNE	'52099198500026
AQUITAINE	PYRENEES ATLANTIQUES	BIARRITZ	BOOKSTORE	'53824612500016
BOURGOGNE	COTE D'OR	MONTBARD	AFLEUR DE MOTS	'47752815200010
FRANCHE COMTE	JURA	LONS LE SAUNIER	LABOITE DE PANDORE	'49943884400015
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	FLAMMARION CENTRE POMPIDOU	'42129803500021
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	GALLIMARD	'33755456200021
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	LA HUNE	'42129803500062
ILE DE FRANCE	PARIS	PARIS	LA PROCURE	'54200597000018
NORD PAS DE CALAIS	NORD	LOMME	AU TEMPS LIRE	'49365513800011
NORMANDIE (BASSE)	MANCHE	CHERBOURG	LES SCHISTES BLEUS	'43488294000019
NORMANDIE (BASSE)	MANCHE	VALOGNES	LA CHALOUPÉ	'31904137200024
NORMANDIE (HAUTE)	EURE	SAINT-ELIER	BD LIB	'53114172900024
PAYS DE LA LOIRE	LOIRE ATLANTIQUE	NANTES	LA MYSTERIEUSE LIBRAIRIE NANTAISE	'52827123200027
PAYS DE LA LOIRE	LOIRE ATLANTIQUE	CLISSON	LA TRES PETITE LIBRAIRIE	'48162295900015
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	BOUCHES DU RHONE	ARLES	LIBRAIRIE DU CHANNEL	'34088397400115
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	BOUCHES DU RHONE	SAINT-REMY DE PROVENCE	VOYAGES AU BOUT DE LA NUIT	'49428854100019
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	VAUCLUSE	CAVAILLON	LELEZARD AMOUREUX	'48285509500014

PATRIMOINES - ARCHÉOLOGIE
**Décision n° 2013 – DG/13/052 du 23 août 2013
portant délégation de signature aux directeurs
et chefs de service du siège et à leurs adjoints
de l'Institut national de recherches
archéologiques préventives (Inrap)**

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L.523-1 et suivants et R.545-24 et suivants ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret du 18 février 2013 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

Décide :

Titre I – Direction scientifique et technique

Art. 1^{er} – Délégation est donnée à M. Pascal Depaepe, directeur scientifique et technique, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés publics à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction scientifique et technique ;

- les ordres de mission relatifs aux déplacements des

agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur scientifique et technique, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole ;

-les états de frais et les demandes de remboursement de frais des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur scientifique et technique ainsi que ceux des membres du conseil scientifique;

-les états de frais et les demandes de remboursement de frais des agents de l'institut relatifs à leurs déplacements à l'étranger dans le cadre de mission scientifique et technique ;

-les décisions de prise en charge des déplacements des personnalités extérieures à l'institut invitées par le président, le directeur général ou le directeur scientifique et technique à se déplacer dans le cadre des activités scientifiques et techniques de l'institut.

Art. 2. – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Depaepe, directeur scientifique et technique, délégation est donnée à M^{me} Anne Augereau, directrice scientifique et technique adjointe, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 1^{er} ci-dessus.

Titre II – Direction de l'administration et des finances

Art. 3. – Délégation est donnée à M^{me} Armelle Defontaine, directrice de l'administration et des finances, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur général de l'institut énumérées aux paragraphes 3°, à l'exclusion des ordonnancements imputables sur l'enveloppe «personnel» inscrite au budget voté de l'établissement et des dépenses de fonctionnement relatives à la gratification des stagiaires et de leurs indemnités de frais de transports, 5° et 6° de l'article R.545-41 du Code du patrimoine, ainsi qu'aux articles R. 545-42 et R. 545-43 du Code du patrimoine.

Art. 4. – En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Armelle Defontaine, directrice de l'administration et des finances, délégation est donnée à M^{me} Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances adjointe, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 3 ci-dessus.

Art. 5. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Armelle Defontaine, directrice de l'administration et des finances, à M^{me} Francine Myotte, chef du service de l'exécution budgétaire, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions

et dans la limite de ses attributions :

-les actes d'achat dont le montant est inférieur à 20 000 €HT ;

-les titres de recette ;

-les actes de liquidation et de mandatement en dépense ;

-tous documents comptables en recette et en dépense ;

-tous ordres de reversement ;

-les certificats administratifs.

Art. 6. – En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Francine Myotte, chef du service de l'exécution budgétaire, délégation est donnée concurremment à M^{me} Caroline Chabert, adjointe au chef du service de l'exécution budgétaire – responsable du pôle recettes et à M^{me} Fatima Halla, adjointe au chef du service de l'exécution budgétaire – responsable du pôle dépenses, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions :

-les actes d'achat dont le montant est inférieur à 20 000 €HT ;

-les titres de recette ;

-les actes de liquidation et de mandatement en dépense ;

-tous documents comptables en recette et en dépense ;

-tous ordres de reversement ;

-les certificats administratifs.

Art. 7. – Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Armelle Defontaine, directrice de l'administration et des finances, à M^{me} Martine Hurstel, chef du service des marchés publics, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

-le cahier du registre des dépôts ;

-les procès verbaux d'ouverture des candidatures et des offres ;

-les décisions de sélection de candidatures ;

-les correspondances administratives dans le cadre des procédures de mise en concurrence prévues par le code des marchés publics, à l'exception des courriers d'envoi à l'autorité chargée du contrôle financier ;

-les certificats administratifs ;

-les bons de commande passés pour l'application des marchés publics de réalisation de prestations de services juridiques (assistance, conseil juridique et représentation en justice) dans le cadre du contentieux des marchés publics ;

-les copies certifiées conformes.

Art. 8. – Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Armelle Defontaine, directrice de l'administration et des finances, à M^{me} Véronique Perez, chef du

service des affaires générales et immobilières, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les actes d'achat dont le montant est inférieur à 20 000 €HT;
- les actes de liquidation et de mandatement en dépense ;
- les titres de recette ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

Titre III – Direction des ressources humaines

Art. 9 - Délégation est donnée à M^{me} Valérie Pétillon-Boisselier, directrice des ressources humaines, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

I –

- les contrats de recrutement des agents de l'institut y compris ceux des agents hors filières et catégories ;
- les décisions relatives à la conclusion, la modification et la rupture des contrats de recrutement ;
- les actes relatifs aux ordonnancements imputables sur l'enveloppe du personnel ;
- les décisions relatives aux événements de carrière et à l'affectation des agents ;
- les certificats et attestations relatifs à la situation des agents ;
- les actes relatifs à la paie des personnels et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi, ainsi que le règlement des organismes sociaux ;
- tout acte juridique relatif à la formation des agents de l'institut et les conventions correspondantes avec les organismes de formation ;
- les conventions de mise à disposition des agents de l'institut telles que définies à l'article 25 du décret du 2 avril 2002 susvisé, ainsi que les conventions de détachement et de mise à disposition concernant des personnels extérieurs accueillis par l'institut ;
- les décisions d'attribution de secours individuels ;
- les décisions relatives aux prestations sociales ;
- les actes relatifs à la prévention (hygiène et sécurité, et médecin du travail) ;
- les décisions relatives à l'exercice du droit syndical ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité de la directrice des ressources humaines et aux représentants du personnel, ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents ;

-les ordres de mission, les états de frais et les demandes de remboursement des agents et des personnalités invitées à l'occasion de leurs déplacements, dès lors que ceux-ci sont organisés et pris en charge par la direction des ressources humaines ;

-et, généralement toutes autres pièces relatives à la gestion des ressources humaines.

II – Par délégation du directeur général, la directrice des ressources humaines procède à l'ordonnancement des dépenses et recettes imputables sur l'enveloppe «personnel» inscrite au budget voté de l'établissement.

Art. 10. –En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Valérie Pétillon-Boisselier, directrice des ressources humaines, délégation est donnée à M. Benoit Lebeaupin, directeur des ressources humaines adjoint, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 9 ci-dessus.

Art. 11. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Valérie Pétillon-Boisselier, directrice des ressources humaines, et de M. Benoit Lebeaupin, directeur des ressources humaines adjoint, délégation est donnée à M^{me} Aude Girard, chef du service de la gestion et de l'administration des personnels, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les certificats et attestations relatifs à la situation des agents ;
- les actes relatifs à la paie des personnels et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi, ainsi que le règlement des organismes sociaux ;
- les contrats de recrutements à durée déterminée
- les décisions relatives aux événements de carrière et à l'affectation des agents recrutés en contrat à durée indéterminée et en contrat à durée déterminée;
- les ordonnancements imputables sur l'enveloppe " personnels " et ceux relatifs aux dépenses de fonctionnement relative à la gratification des stagiaires et de leurs indemnités de frais de transports.

Art. 12. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Valérie Pétillon-Boisselier, directrice des ressources humaines, et de M. Benoit Lebeaupin, directeur des ressources humaines adjoint, délégation est donnée à M^{me} Nathalie Mauger, chef du service du développement des ressources humaines à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- tout acte juridique relatif à la formation des agents de l'institut et les conventions correspondantes avec les organismes de formation ;

- tout acte juridique relatif aux moyens de recrutement de l'institut ;
- les attestations et pièces relatives à la gestion courante des recrutements, de la mobilité et de la formation ;
- les ordres de mission, les états de frais et les demandes de remboursement des agents et des personnalités invitées à l'occasion de leurs déplacements, dès lors que ceux-ci sont organisés et pris en charge par la direction des ressources humaines.

Titre IV – Direction du développement culturel et de la communication

Art. 13 – Délégation est donnée à M^{me} Thérésia Duvernay, directrice du développement culturel et de la communication, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés publics à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction du développement culturel et de la communication ;
- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction du développement culturel et de la communication, d'un montant inférieur à 20 000 € HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service ;
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité de la directrice du développement culturel et de la communication, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole, ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents ;
- les décisions de prise en charge des déplacements des personnalités extérieures à l'institut invitées par le président, le directeur général ou la directrice du développement culturel et de la communication à se déplacer dans le cadre des activités de valorisation et de communication de l'institut ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance nationale, ainsi que les autorisations relatives à l'utilisation de photographies ou films dont l'institut est titulaire des droits ;
- les contrats portant cession de droits d'auteur au profit de l'institut, pour tout montant ;
- les conventions et contrats de coproduction audiovisuelle qui prévoient un apport de l'institut dont le montant est inférieur à 20 000 € HT ;
- les conventions et contrats de coédition scientifique et grand public qui prévoient un apport de l'institut dont le montant est inférieur à 20 000 € HT.

Art. 14. – En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Thérésia Duvernay, directrice du développement culturel et de la communication, délégation est donnée à M^{me} Virginie Kenler, chef du service de la communication institutionnelle et de la communication interne, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 13 ci-dessus.

Art. 15. – En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Thérésia Duvernay, directrice du développement culturel et de la communication, et de M^{me} Virginie Kenler, chef du service de la communication institutionnelle et de la communication interne, délégation est donnée à M. Vincent Charpentier, chef du service partenariats et relations avec les médias, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 13 ci-dessus.

Titre V – Direction des systèmes d'information

Art. 16. – Délégation est donnée à M. Bernard Pinglier, directeur des systèmes d'information, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés publics à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction des systèmes d'information ;
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur des systèmes d'information, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole, ainsi que les états de frais et les demandes de remboursements de frais de ces agents ;
- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction des systèmes d'information, d'un montant inférieur à 20 000 € HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service.

Titre VI – Service des affaires juridiques

Article 17. – Délégation est donnée à M^{me} Marion Bunan, chef du service des affaires juridiques, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre du budget alloué au service des affaires juridiques ;
- les bons de commande passés pour l'application des marchés publics de prestations de services juridiques (assistance, conseil juridique et représentation en justice), hors contentieux des marchés publics ;

- les copies certifiées conformes ;
- les certificats administratifs.

Article 18. – La présente décision prend effet à compter du 2 septembre 2013.

Article 19. – Les directeurs de l’Institut national de recherches archéologiques préventives et la chef du service des affaires juridiques sont chargés de l’exécution de la présente décision chacun pour leur domaine de compétence qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l’institut.

Le directeur général,
Pierre Dubreuil

Décision n° 2013 – DG/13/053 du 28 août 2013 portant délégation de signature au directeur interrégional Rhône-Alpes Auvergne par intérim et à ses principaux collaborateurs de l’Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap)

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L.523-1 et suivants et R.545-24 et suivants ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l’Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret du 18 février 2013 portant nomination du directeur général de l’Institut national de recherches archéologiques préventives.

Décide

Art.1^{er} – Délégation est donnée à M. Thibault Guinépain, directeur de l’interrégion Rhône-Alpes Auvergne par intérim, à l’effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d’opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l’institut, passées avec les personnes projetant d’exécuter des travaux au sens de l’article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l’institut, passées avec les personnes projetant d’exécuter des travaux au sens de l’article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé, à l’exception des accords cadre ;

- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d’opération désignés par l’État qui n’appartiennent pas au personnel de l’institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d’archéologie préventive ;

- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l’institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d’archéologie préventive pour répondre aux appels d’offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d’exécuter des travaux au sens de l’article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d’engagement juridique passés par l’institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d’un montant inférieur à 45 000 €HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d’exécution afférents ainsi que les contrats, à l’exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;

- les bons de commande quel que soit leur montant s’inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;

- les ordres de mission, à l’exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l’institut placés sous l’autorité du directeur de l’interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;

- les conventions conclues avec des étudiants de l’enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l’établissement d’enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la direction interrégionale et dont la gratification n’excède pas le seuil de 12,5% du plafond de la sécurité sociale ;

- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la direction interrégionale ;

- les demandes d’avance périodique, les demandes d’avance spécifique et les demandes d’avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service

temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

-les procès verbaux de mise à disposition du terrain et les procès verbaux de fin de chantier ;

-les procès verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

-les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

-les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thibault Guinnepain, directeur de l'interrégion Rhône-Alpes Auvergne par intérim, délégation est donnée à M^{me} Magali Rolland, à M. David Pelletier, tous deux adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes Auvergne par intérim, ainsi qu'à M. Fabrice Muller, assistant aux adjoints scientifiques et techniques et chargé de mission auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes par intérim, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

-les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT ;

-les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT ;

ainsi que tous les autres actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. – La présente décision prend effet à compter du 2 septembre 2013.

Art. 4. – Le directeur de l'interrégion Rhône-Alpes Auvergne par intérim de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Pierre Dubreuil

PATRIMOINES MONUMENTS HISTORIQUES

Décision n° 2013-09-A du 30 juillet 2013 portant délégation de signature à l'architecte des bâtiments de France faisant fonction d'administrateur de la grotte de Pair-non-Pair.

Le président du Centre des monuments nationaux

Vu le Code du patrimoine,

Vu le décret du 29 juin 2012 portant nomination de M. Philippe Bélaval, président du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision du 25 juillet 2013 portant nomination de M^{me} Camille Zvenigorosky, architecte des bâtiments de France faisant fonction d'administrateur de la grotte de Pair-non-Pair à compter du 8 juillet 2013,

Décide

Art 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M^{me} Camille Zvenigorosky, architecte des bâtiments de France faisant fonction d'administrateur de la grotte de Pair-non-Pair :

à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts :

*au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656),

*et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

-les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 15 000 €HT,

-les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

-les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments,

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires,

-les conventions pédagogiques avec les autorités locales, sans impact financier pour l'établissement, d'une durée inférieure à deux ans,

-les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger,

-les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers,

-les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2 : La présente délégation de signature est accordée pour l'administration de la grotte de Pair-non-Pair.

Art. 3 : La décision n°2012-85 A en date du 4 octobre 2012 est abrogée.

Art. 4 : La directrice générale, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites internet et intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux
Philippe Bélaval

Arrêté du 2 août 2013 portant acceptation d'une donation par M. Paul Bigo, pour affectation à la Direction générale des patrimoines, intégration aux collections publiques nationales et conservation dans la cathédrale Notre-Dame d'Évreux (Eure)

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.1121-1 et R.1121-1 à R.1121-3 ;

Vu le courrier en date du 10 mai 2007 de M. Paul Bigo, donateur ;

Vu l'avis de la Direction régionale des affaires culturelles de Haute-Normandie en date du 22 mai 2007 ;

Vu l'avis de la Commission nationale des monuments historiques (4ème section) en date du 6 décembre 2012,

Arrête

Art. 1^{er} : est acceptée, au nom de l'État, la donation consentie à l'État, ministère de la Culture et de la

Communication, direction générale des patrimoines, par M. Paul Bigo, pour affectation à la direction générale des patrimoines, intégration aux collections publiques nationales et conservation dans la cathédrale Notre-Dame d'Évreux (Eure), du bien ci-après désigné : Crucifixion, huile sur toile, datée de 1962, par Paul Kallos (1928-2001), 200 x 230 cm .

Art. 2 : Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication. :

Pour la ministre et par délégation,
Le directeur général des patrimoines :
Vincent Berjot

Décision n° 2013-06-S du 2 août 2013 portant délégation de signature au directeur administratif, juridique et financier [Centre des monuments nationaux]

Le président du Centre des monuments nationaux

Vu le Code du patrimoine,

Vu le décret du 29 juin 2012 portant nomination de M. Philippe Bélaval, président du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision du 28 juin 2013 portant nomination de M^{me} Maryline Guiry, chef du département juridique par intérim.

Décide :

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M^{me} Fabienne Mathieu-Gouteyron, directeur administratif, juridique et financier, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions, pour la totalité des dépenses et recettes de l'établissement :

-les engagements juridiques en dépense et en recette, d'un montant inférieur ou égal à 90 000 €HT,

-les actes liés à l'exécution des marchés et autres contrats, notamment les procès verbaux de réception et d'admission ainsi que les attestations de service fait, les actes spéciaux de sous-traitance, les ordres de service, les décisions de poursuivre, de prolongation de délais, d'exonération de pénalités, de réception, de levée de réserves et les décomptes généraux définitifs,

-les décisions de résiliation des marchés et autres contrats d'un montant initial inférieur au montant ci-dessus mentionné,

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions

destinées au paiement des factures ou des mémoires,
-les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes,

-les décisions d'annulation ou de réduction des titres de recettes,

-les autorisations de conduire les véhicules de service,

-les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers,

-les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent concernant l'ensemble des personnels et des personnes extérieures à l'établissement,

-les attestations de frais de réception,

-les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France et du ministère de l'Intérieur,

-en cas d'absence ou d'empêchement du président du Centre des monuments nationaux et du directeur général, les décisions tarifaires relatives au prix des droits d'entrée dans les monuments relevant de l'établissement,

-en cas d'absence ou d'empêchement du président du Centre des monuments nationaux et du directeur général, les mémoires adressés à la juridiction administrative dans les procédures d'urgence, à l'exception des mémoires introductifs d'instance.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Fabienne Mathieu-Gouteyron, délégation de signature est donnée à :

M^{me} Maryline Guiry, chef du département juridique par intérim, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions, pour la totalité des dépenses et recettes de l'établissement :

-les engagements juridiques en dépense et en recette, d'un montant inférieur ou égal à 15 000 €HT,

-les actes liés à l'exécution des marchés et autres contrats, notamment les procès verbaux de réception et d'admission ainsi que les attestations de service fait, les actes spéciaux de sous-traitance, les ordres de service, les décisions de poursuivre, de prolongation de délais, d'exonération de pénalités, de réception, de levée de réserves et les décomptes généraux définitifs,
-les décisions de résiliation des marchés et autres contrats d'un montant initial inférieur au montant ci-dessus mentionné,

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions

destinées au paiement des factures ou des mémoires,
-les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes,

-en cas d'absence ou d'empêchement du président du Centre des monuments nationaux et du directeur général, les mémoires adressés à la juridiction administrative dans les procédures d'urgence, à l'exception des mémoires introductifs d'instance,

-les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France et du ministère de l'Intérieur.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Fabienne Mathieu-Gouteyron, délégation de signature est donnée à :

M^{me} Jacqueline Christin, chef du département budgétaire et financier, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions, pour la totalité des dépenses et recettes de l'établissement :

-les engagements juridiques en dépense et en recette, d'un montant inférieur ou égal à 15 000 €HT,

-les actes liés à l'exécution des marchés et autres contrats, notamment les procès verbaux de réception et d'admission ainsi que les attestations de service fait, les actes spéciaux de sous-traitance, les ordres de service, les décisions de poursuivre, de prolongation de délais, d'exonération de pénalités, de réception, de levée de réserves et les décomptes généraux définitifs,
-les décisions de résiliation des marchés et autres contrats d'un montant initial inférieur au montant ci-dessus mentionné,

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires,

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes,

-les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France et du ministère de l'Intérieur.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Jacqueline Christin, délégation de signature est donnée à :

M^{me} Valérie Fougerat, chef du bureau du budget et des études, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions, pour la totalité des dépenses et recettes de l'établissement :

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires,

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes,

-les actes liés à l'exécution des marchés et autres contrats, notamment les procès verbaux de réception et d'admission ainsi que les attestations de service fait, les actes spéciaux de sous-traitance, les ordres de service, les décisions de poursuivre, de prolongation de délais, d'exonération de pénalités, de réception, de levée de réserves et les décomptes généraux définitifs.

Art. 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Fabienne Mathieu-Gouteyron, délégation de signature est donnée à :

M. Fabien Chaponnet, chef des services généraux, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions:

-les engagements juridiques en dépense et en recette, d'un montant inférieur ou égal à 15 000 €HT,

-les actes liés à l'exécution des marchés et autres contrats, notamment les procès verbaux de réception et d'admission ainsi que les attestations de service fait, les actes spéciaux de sous-traitance, les ordres de service, les décisions de poursuivre, de prolongation de délais, d'exonération de pénalités, de réception, de levée de réserves et les décomptes généraux définitifs,

-les décisions de résiliation des marchés et autres contrats d'un montant initial inférieur au montant ci-dessus mentionné,

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires,

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes.

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabien Chaponnet, délégation de signature est donnée à :

M. Benoît Dijoux, adjoint du chef des services généraux, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions:

-les engagements juridiques en dépense d'un montant

inférieur ou égal à 1 000 €HT,

-les actes liés à l'exécution des marchés et autres contrats, notamment les procès verbaux de réception et d'admission ainsi que les attestations de service fait, les actes spéciaux de sous-traitance, les ordres de service, les décisions de poursuivre, de prolongation de délais, d'exonération de pénalités, de réception, de levée de réserves et les décomptes généraux définitifs,

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires,

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes.

Art. 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Fabienne Mathieu-Gouteyron, délégation de signature est donnée à :

M. Thomas Pachot, responsable de la mission achat, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux dans la limite de ses attributions et pour les seuls marchés dont la mission achat assure le pilotage :

-les actes liés à l'exécution des marchés et autres contrats, notamment les procès verbaux de réception et d'admission ainsi que les attestations de service fait, les actes spéciaux de sous-traitance, les ordres de service, les décisions de poursuivre, de prolongation de délais, d'exonération de pénalités, de réception, de levée de réserves et les décomptes généraux définitifs,

-les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires.

Art. 8 : La décision n°2012-34 S du 8 novembre 2012 portant délégation de signature au sein de la direction administrative, juridique et financière, est abrogée.

Art. 9 : La directrice générale, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites internet et intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Philippe Bélaval

PATRIMOINES - MUSÉES

Décision du 14 juin 2013 de reconduction d'une personnalité qualifiée au conseil d'administration de l'EPCC du Centre Pompidou Metz

Le président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu l'arrêté du ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État du 30 décembre 2009 portant approbation d'une délibération du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu l'arrêté du préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle du 31 décembre 2009 portant création de l'Établissement public de coopération culturelle du Centre Pompidou Metz,

Vu l'article 8 des statuts de l'Établissement public de coopération culturelle du Centre Pompidou Metz,

Décide :

Art. 1^{er} – Est reconduit en qualité de personnalité qualifiée au conseil d'administration de l'EPCC du Centre Pompidou Metz :

Monsieur Frédéric Lemoine, président du directoire de Wendel.

Art. 2 - La directrice générale est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre Pompidou,
Alain Seban

Décision n° 0131-N du 14 août 2013 portant modification n° 1 à la délégation de signature [Centre Pompidou]

Le Président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu la décision du 3 mai 2013 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 5 août 2013 nommant M^{me} Emmanuelle Favre, directeur adjoint des ressources humaines, à compter du 1^{er} août 2013 ;

Décide :

Art 1^{er} : L'article 10 de la délégation de signature

susvisée est modifié comme suit :

Art. 10 – En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Denis Outin, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à la gestion des personnels du Centre, notamment :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'attribution d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements juridiques, les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les certifications de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Outin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Emmanuelle Favre, chef du service des carrières et de la formation, directeur adjoint au directeur des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Denis Outin, directeur des ressources humaines, et de M^{me} Emmanuelle Favre, chef du service des carrières et de la formation, directeur adjoint au directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Céline Lorcet-Moncomble, chef du service du personnel, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Outin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Céline Lorcet-Moncomble, chef du service du personnel à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Denis Outin, directeur des ressources humaines et de M^{me} Emmanuelle Favre, chef du service des carrières et de la formation, directeur adjoint au directeur des ressources humaines, et de M^{me} Céline Lorcet-Moncomble, chef du service du personnel, délégation de signature est donnée à M. Jean-Baptiste Lynde, Responsable du pôle recrutement et carrières, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Outin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Rabiâ Belaouda, responsable du pôle gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements juridiques, les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les certifications de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 2 : La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 1^{er} août 2013 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre Pompidou,
Alain Seban

Décision du 26 août 2013 portant délégation de signature au secrétaire général [Sèvres]

Le directeur général de la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges,

Vu le décret n°2009-1643 du 24 décembre 2009 modifié portant création de l'Établissement public de

la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, et notamment son article 13 ;

Vu le décret du 3 février 2010 portant nomination du directeur général de l'Établissement public Cité de la céramique – Sèvres et Limoges ;

Vu l'arrêté du 2 octobre 2012 portant nomination de la directrice du Musée national Adrien Dubouché

Vu l'arrêté du 4 novembre 2011 portant mutation de M. Sébastien Bonnard à l'Établissement public Cité de la céramique – Sèvres et Limoges ;

Vu l'arrêté du 18 juillet 2013 portant mutation de M. Matthieu Chapelon à l'Établissement public Cité de la céramique – Sèvres et Limoges ;

Considérant le recrutement de M^{me} Farin Bany au poste d'administratrice du musée national Adrien Dubouché ;

Décide :

Art 1^{er} - Délégation est donnée à M. Sébastien Bonnard, secrétaire général, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous les actes et décisions afférents aux compétences énumérées aux points 1, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 15 de l'article 13 du décret n°2009-1643 susvisé.

Art. 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sébastien Bonnard, une délégation de signature identique à l'article 1^{er} est donnée à M. Matthieu Chapelon, chef du service de l'administration générale et du contrôle de gestion.

Art. 3 Délégation est donnée à M^{me} Céline Paul, directrice du Musée national Adrien Dubouché, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous les actes et décisions relatifs à la gestion de ce musée et afférents aux compétences énumérées aux points 1, 3, 7 et 9 de l'article 13 du décret n°2009-1643 susvisé.

Art. 4 - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Céline Paul, une délégation de signature identique à l'article 3 est donnée à M^{me} Farin Bany, administratrice du Musée national Adrien Dubouché.

Art. 5 - Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sera également diffusée par le biais de la messagerie électronique de l'établissement.

Art. 6 - Cette décision prend effet ce jour. Elle annule et remplace toutes les délégations de signature antérieures.

Le directeur général de l'établissement public de la
Cité de la céramique – Sèvres et Limoges,
David Caméo

Mesures d'information

Relevés de textes parus au *Journal officiel*

JO n° 177 du 1^{er} août 2013

Éducation nationale

Texte n° 2 Arrêté du 17 juillet 2013 portant habilitation de la Confédération des industries céramiques de France à collecter la taxe d'apprentissage.

Affaires sociales et santé

Texte n° 13 Arrêté du 11 juillet 2013 portant création d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard des membres du corps interministériel des conseillers techniques de service social des administrations de l'État rattachés pour leur gestion au ministre chargé des affaires sociales.

Égalité des territoires et logement

Texte n° 19 Décret n° 2013-695 du 30 juillet 2013 relatif à la réalisation et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique dans les bâtiments accueillant des établissements recevant du public de la 1^{re} à la 4^e catégorie.

Intérieur

Texte n° 72 Décret du 30 juillet 2013 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de l'Oise (M. Jean-Michel Delvert).

Texte n° 73 Décret du 30 juillet 2013 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Creuse (M. Rémi Recio).

Culture et communication

Texte n° 85 Arrêté du 1^{er} juillet 2013 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure de la photographie (M. Rémy Fenzy).

Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Texte n° 90 Décret du 30 juillet 2013 portant nomination au Conseil commun de la fonction publique

JO n° 178 du 2 août 2013

Économie et finances

Texte n° 11 Arrêté du 22 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 23 avril 2007 portant création d'un service à compétence nationale dénommé " Agence du patrimoine immatériel de l'État ".

Texte n° 59 Arrêté du 30 juillet 2013 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la Culture : Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Intérieur

Texte n° 18 Décret du 31 juillet 2013 portant reconnaissance d'une association comme établissement d'utilité publique (Traditions pour demain, association pour la protection et la promotion de l'environnement culturel en milieux ethniques).

Texte n° 80 Décret du 31 juillet 2013 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture du Loiret (classe fonctionnelle II) (M. Antoine Guerin).

Texte n° 81 Décret du 31 juillet 2013 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Loiret (classe fonctionnelle II) (M. Maurice Barate).

Texte n° 84 Arrêté du 24 juin 2013 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs territoriaux des bibliothèques) (M^{me} Armelle Faure).

Culture et communication

Texte n° 89 Arrêté du 23 juillet 2013 portant admission à la retraite (inspection générale des affaires culturelles) (M. René Klein).

Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Texte n° 95 Arrêté du 25 juillet 2013 portant nomination à la commission de déontologie (M^{mes} Alexandra Stoltz-Valette, Carole Collinet et M. Sébastien Gallée).

JO n° 179 du 3 août 2013

Culture et communication

Texte n° 17 Arrêté du 15 juillet 2013 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (ville de Saint-Brieuc).

Texte n° 18 Arrêté du 25 juillet 2013 fixant pour l'année 2013-2014 les montants des droits de scolarité, d'examen et d'inscription aux concours ainsi que les montants des droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation des acquis de l'expérience dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 19 Arrêté du 25 juillet 2013 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 modifié instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Texte n° 62 Arrêté du 24 juillet 2013 portant nomination au conseil d'orientation scientifique de l'Établissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM).

Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Texte n° 27 Arrêté du 24 juillet 2013 fixant la liste des indicateurs contenus dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu par l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Texte n° 28 Arrêté du 25 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 18 janvier 2012 relatif au référencement de produits de sécurité ou d'offres de prestataires de services de confiance.

Économie et finances

Texte n° 35 Arrêté du 30 juillet 2013 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la Culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 86 Décision n° 2013-492 du 3 juillet 2013 modifiant la décision n° 2012-798 du 16 octobre 2012 modifiant des fréquences pour la diffusion par voie hertzienne terrestre de services de télévision sur le réseau R 1.

Texte n° 87 Décision n° 2013-493 du 3 juillet 2013 modifiant la décision n° 2012-801 du 16 octobre 2012 modifiant des fréquences pour la diffusion par voie hertzienne terrestre de services de télévision sur le réseau R 2.

Texte n° 88 Décision n° 2013-494 du 3 juillet 2013 modifiant la décision n° 2012-804 du 16 octobre 2012 modifiant des fréquences pour la diffusion par voie hertzienne terrestre de services de télévision sur le réseau R 3.

Texte n° 89 Décision n° 2013-495 du 3 juillet 2013 modifiant la décision n° 2012-807 du 16 octobre 2012 modifiant des fréquences pour la diffusion par voie hertzienne terrestre de services de télévision sur le réseau R 4.

Texte n° 90 Décision n° 2013-497 du 3 juillet 2013 modifiant la décision n° 2012-813 du 16 octobre 2012 modifiant des fréquences pour la diffusion par voie hertzienne terrestre de services de télévision sur le réseau R 6.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 103 Avis relatif à l'ouverture de la session de l'examen d'aptitude en vue de l'inscription sur la liste des personnes qualifiées en propriété industrielle selon l'article L. 421-1 du Code de la propriété intellectuelle en vertu des dispositions de l'article R. 421-1-1 (session 2013).

JO n° 180 du 4 août 2013

Culture et communication

Texte n° 7 Décret n° 2013-706 du 2 août 2013 portant modification du décret n° 2007-957 du 15 mai 2007 relatif au fonds d'accompagnement du numérique.

Conventions collectives

Texte n° 45 Arrêté du 24 juillet 2013 portant élargissement d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 50 Avis n° 2013-07 du 14 mai 2013 sur un projet de décret portant modification du décret n° 2007-957 du 15 mai 2007 relatif au fonds d'accompagnement du numérique.

JO n° 181 du 6 août 2013

Texte n° 5 Loi n° 2013-712 du 5 août 2013 de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 (dont pour la Culture : Patrimoines, Création, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Intérieur

Texte n° 22 Arrêté du 31 juillet 2013 approuvant une modification apportée aux statuts d'une fondation reconnue d'utilité publique (Fondation CHIRAC).

Écologie, développement durable et énergie

Texte n° 24 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2013-714 du 5 août 2013 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement.

Texte n° 25 Ordonnance n° 2013-714 du 5 août 2013 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement.

Culture et communication

Texte n° 44 Arrêté du 26 juillet 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Étrusques, un hymne à la vie*, au musée Maillol, Paris).

Texte n° 45 Arrêté du 26 juillet 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Henri Cartier-Bresson*, au Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, galerie 2, Paris).

Texte n° 46 Arrêté du 26 juillet 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Hans Richter, la traversée du siècle*, au Centre Pompidou, Metz).

Texte n° 47 Arrêté du 26 juillet 2013 relatif à

l'insaisissabilité de biens culturels (les dispositions prises par l'arrêté du 28 février 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (NOR : MCCC1304711A) publié au *Journal officiel* du 3 mars 2013 sont prorogées).

Texte n° 48 Arrêté du 1^{er} août 2013 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (ville d'Annonay).

Économie et finances

Texte n° 53 Arrêté du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Texte n° 54 Arrêté du 25 juillet 2013 portant application du premier alinéa de l'article 42 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et encadrant le contrôle sélectif de la dépense.

Texte n° 55 Arrêté du 25 juillet 2013 relatif au contrôle allégé en partenariat de la dépense de l'État.

Intérieur

Texte n° 69 Décret du 5 août 2013 portant nomination du préfet de la Corrèze (M. Bruno Delsol).

Texte n° 71 Décret du 5 août 2013 portant nomination de la préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet du Val-d'Oise (M^{me} Sylvie Danielo-Feucher).

Conventions collectives

Texte n° 87 Arrêté du 24 juillet 2013 portant élargissement d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 88 Avis relatif à l'élargissement d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 90 Décision n° 2013-524 du 24 juillet 2013 portant renouvellement d'un membre du comité territorial de l'audiovisuel de Nancy (M^{me} Emmanuelle Job).

Texte n° 93 Décision n° 2013-554 du 24 juillet 2013 portant renouvellement d'un membre du comité territorial de l'audiovisuel de Dijon (M. Bernard Savonnet).

JO n° 182 du 7 août 2013

Culture et communication

Texte n° 34 Décret n° 2013-722 du 2 août 2013

modifiant l'article 75 de la loi n° 2009-258 du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision.

Économie et finances

Texte n° 49 Arrêté du 29 juillet 2013 portant nomination au comité d'audit interne des ministères (M^{mes} Anne Bosche-Lenoir, Marie-Christine Lepetit, MM. Charles Coppelani, Philippe Josse et Frédéric Lavenir).

Intérieur

Texte n° 53 Décret du 6 août 2013 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Sedan (M. Mourad Chenaf).

Texte n° 54 Décret du 6 août 2013 portant cessation de fonctions de la sous-préfète de Segré (M^{me} Claire Wanderoild).

Texte n° 55 Décret du 6 août 2013 portant nomination du sous-préfet de Thiers (M. Gilles Traimond).

Texte n° 56 Décret du 6 août 2013 portant nomination du sous-préfet d'Abbeville (M. Jean-Claude Geney).

Texte n° 57 Décret du 6 août 2013 portant nomination du sous-préfet d'Oloron-Sainte-Marie (M. Samuel Bouju).

Texte n° 58 Décret du 6 août 2013 portant nomination du sous-préfet de Sedan (M. Emmanuel Yborra).

Texte n° 59 Décret du 6 août 2013 portant nomination de la sous-préfète de Lannion (M^{me} Sophie Yannou-Gillet).

Texte n° 60 Décret du 6 août 2013 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture du Gard (classe fonctionnelle III) (M. Jean-Philippe d'Issernio).

Texte n° 61 Décret du 6 août 2013 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Gard (classe fonctionnelle III) (M. Denis Olagnon).

Texte n° 62 Décret du 6 août 2013 mettant fin aux fonctions d'un directeur à la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris (M. Ziad Khoury).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 79 Avis n° 2013-11 du 17 juillet 2013 sur un projet de décret modifiant l'article 75 de la loi n° 2009-258 du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 86 Avis relatif à un appel de candidatures en vue de pourvoir deux chaires vacantes au Collège de France [dont : Histoire du monde indien].

JO n° 183 du 8 août 2013

Écologie, développement durable et énergie

Texte n° 61 Arrêté du 1^{er} août 2013 portant titularisation

d'architectes et urbanistes de l'État.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 107 Décision n° 2013-621 du 17 juillet 2013 portant nomination de membres du Comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française (M^{me} Manouche Lehartel et M. Pierre Mourier).

Texte n° 108 Information relative à la désignation d'une présidente de Comité territorial de l'audiovisuel de Toulouse (M^{me} Dominique Bonmati).

JO n° 184 du 9 août 2013

Affaires étrangères

Texte n° 1 Arrêté du 31 juillet 2013 fixant les temps de séjour dérogatoires ouvrant droit à prise en charge des frais occasionnés par un voyage de congé annuel pour les personnels civils de l'État et des établissements publics de l'État à caractère administratif en service à l'étranger.

Intérieur

Texte n° 20 Arrêté du 31 juillet 2013 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (Le Vieux Montmartre).

Culture et communication

Texte n° 35 Arrêté du 1^{er} août 2013 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (département de l'Isère).

Texte n° 36 Décision du 6 août 2013 modifiant la décision du 10 octobre 2012 portant délégation de signature (secrétariat général) (MM. Thibault Louste, Dominique Foray et M^{me} Estelle Airault).

Texte n° 79 Arrêté du 2 août 2013 portant nomination au Haut comité des commémorations nationales.

Texte n° 80 Arrêté du 7 août 2013 portant nomination (administration centrale) (M^{me} Geneviève Rialle-Salaber, experte de haut niveau (groupe II) auprès de la cheffe du service des ressources humaines au secrétariat général du ministère de la Culture et de la Communication).

Économie et finances

Texte n° 38 Arrêté du 6 août 2013 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la Culture : Patrimoines).

Premier ministre

Texte n° 41 Arrêté du 31 juillet 2013 portant inscription au tableau d'avancement et promotion au grade d'administrateur général (administrateurs civils) au titre de l'année 2013 (dont pour la Culture : M^{mes} Véronique Chatenay-Dolto, Agnès Saal et M. Jean-Pierre Lalaut).

Justice

Texte n° 62 Arrêté du 23 juillet 2013 portant nomination à la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (M^{me} Élisabeth Laporte).

Conventions collectives

Texte n° 101 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (La Réunion) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Avis divers

Texte n° 135 Vocabulaire des télécommunications (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

JO n°185 du 10 août 2013

Intérieur

Texte n° 11 Arrêté du 2 août 2013 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une fondation reconnue d'utilité publique (Fondation pour la mémoire de la déportation).

Économie et finances

Texte n° 18 Arrêté du 25 juillet 2013 fixant la liste des documents de comptabilité constitutifs des comptes des comptables publics de l'État.

Culture et communication

Texte n° 28 Décret du 8 août 2013 portant nomination et titularisation de conservateurs du patrimoine.

Texte n° 29 Décret du 8 août 2013 portant intégration directe dans le corps des conservateurs du patrimoine (M^{me} Camille Morineau).

Commission nationale de l'informatique et des libertés

Texte n° 39 Décision du 12 mai 2013 de la présidente de la CNIL relative à la désignation en ligne des correspondants à la protection des données à caractère personnel (CIL).

Avis divers

Texte n° 59 Vocabulaire des sports (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Texte n° 64 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'œuvres présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national dans le cadre de l'article 238 bis 0A du Code général des impôts (pour le musée des beaux-arts de Reims : une console à décor de marqueterie, Soir d'avril au vignoble, 1891, orme, H. : 77,4 cm ; l. : 120 cm ; L. : 74 cm ; une table de salle à manger à décor de marqueterie, Herbes potagères, 1891-1892, noyer, H. : 76,2 cm ; l. : 243,8 cm ; L. : 120 cm et une paire de chaises à décor en marqueterie de chatons de peuplier et de feuillage,

vers 1889-1893, orme, H. : 90 cm ; L. : 44 cm ; prof. : 41 cm, appartenant à un ensemble mobilier réalisé par Émile Gallé “ 1846-1904 ”).

JO n° 186 du 11 août 2013

Conventions collectives

Texte n° 15 Arrêté du 2 août 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (n° 1790).
Texte n° 16 Arrêté du 2 août 2013 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des chaînes thématiques (n° 2411).

JO n° 187 du 13 août 2013

Intérieur

Texte n° 12 Arrêté du 8 juillet 2013 portant ouverture au titre de l'année 2014 d'un concours externe et d'un concours interne d'accès au grade de technicien territorial dans les spécialités “ réseaux, voirie et infrastructures ”, “ aménagement urbain et développement durable ”, “ espaces verts et naturels ”, “ métiers du spectacle ” des régions Rhône-Alpes et Auvergne.

Texte n° 137 Décret du 9 août 2013 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Sarrebourg (M. Christian Muller).

Texte n° 138 Décret du 9 août 2013 portant nomination du sous-préfet de Sarrebourg (M. Éric Infante).

Texte n° 139 Décret du 9 août 2013 portant nomination de la sous-préfète de Mirande (M^{me} Armelle de Ribier).

Texte n° 140 Décret du 9 août 2013 portant nomination de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis (M^{me} Isabelle Burel).

Texte n° 141 Décret du 9 août 2013 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne (classe fonctionnelle III) (M. Olivier Delcayrou).

Texte n° 142 Décret du 9 août 2013 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de l'Yonne (M. Zoheir Bouaouiche).

Texte n° 143 Décret du 9 août 2013 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de l'Aude (M. Thilo Firchow).

Texte n° 144 Décret du 9 août 2013 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (classe fonctionnelle III) (M. Jacques Luchereilh).

Texte n° 145 Décret du 9 août 2013 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire (classe fonctionnelle III) (M^{me} Élodie Degiovanni).

Texte n° 146 Décret du 9 août 2013 portant cessation de fonctions de la secrétaire générale de la préfecture du Cantal (M^{me} Laetitia Cesari).

Texte n° 147 Décret du 9 août 2013 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Cantal (M^{me} Régine Leduc).

Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Texte n° 24 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective des cadres de la presse hebdomadaire régionale d'information (n° 1563).

Texte n° 29 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des entreprises du secteur privé du spectacle vivant (n° 3090).

Texte n° 39 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective des cadres de la presse magazine et d'information (n° 2018).

Texte n° 42 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale de travail des ouvriers de la presse quotidienne régionale (n° 0598).

Texte n° 49 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective de la production de films d'animation (n° 2412).

Texte n° 54 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective de travail des employés de la presse quotidienne régionale (n° 0698).

Texte n° 56 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 61 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des télécommunications (n° 2148).

Texte n° 65 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des chaînes thématiques (n° 2411).

Texte n° 67 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective des ouvriers des entreprises de presse de la région parisienne (n° 0214).
Texte n° 71 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective des cadres et agents de maîtrise de l'édition de musique (n° 1016).

Texte n° 79 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective de travail des ouvriers de la presse quotidienne départementale (n° 1083).

Texte n° 81 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des

organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des cadres, techniciens et agents de maîtrise de la presse d'information spécialisée (n° 1874).

Texte n° 83 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des employés de la presse d'information spécialisée (n° 1871).

Texte n° 86 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective des employés de la presse magazine et d'information (n° 1972).

Texte n° 87 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires (n° 2785).

Texte n° 89 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective de travail des employés de la presse quotidienne départementale (n° 0693).

Texte n° 94 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale de la librairie (n° 3013).

Texte n° 95 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des employés et ouvriers de la distribution cinématographique (n° 0716).

Texte n° 96 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective des employés de la presse hebdomadaire régionale (n° 1281).

Texte n° 97 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective de travail des employés de la presse hebdomadaire parisienne (n° 0766).

Texte n° 98 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des professions de la photographie (n° 2162).

Texte n° 99 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des employés de l'édition de musique (n° 1194).

Texte n° 101 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective des artistes-interprètes engagés pour des émissions de télévision (n° 1734).

Texte n° 102 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective de l'encadrement de la presse quotidienne régionale (n° 1895).

Texte n° 106 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale de travail des journalistes (n° 1480).

Texte n° 109 Arrêté du 23 juillet 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale de l'animation (n° 1518).

JO n° 188 du 14 août 2013

Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Texte n° 32 Arrêté du 9 août 2013 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de places offertes aux trois concours d'entrée à l'École nationale d'administration.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 68 Décision n° 2013-623 du 24 juillet 2013 modifiant la décision n° 2012-798 du 16 octobre 2012 modifiant des fréquences pour la diffusion par voie hertzienne terrestre de services de télévision sur le réseau R 1.

Avis divers

Texte n° 83 Avis n° 2013-04 de la Commission consultative des trésors nationaux [refus du certificat d'exportation pour *une paire de pots à oïlle couverts du service Walpole, avec leurs plateaux*, réalisée par Nicolas Besnier, argent fondu et ciselé, Paris, 1726-1727].

JO n° 189 du 15 août 2013

Culture et communication

Texte n° 26 Décret du 12 août 2013 portant délégation de signature (haut fonctionnaire de défense et de sécurité).

Texte n° 59 Arrêté du 7 août 2013 portant nomination au conseil de surveillance de la société Arte France (M^{me} Frédérique Bredin).

Redressement productif

Texte n° 40 Arrêté du 7 août 2013 modifiant l'arrêté du 11 août 2006 portant application de l'article L. 42-3 du Code des postes et des communications électroniques relatif aux fréquences ou bandes de fréquences dont les autorisations d'utilisation peuvent faire l'objet d'une cession.

Premier ministre

Texte n° 41 Arrêté du 13 août 2013 portant nomination (secrétaire général pour les affaires régionales : M. Marc Chappuis, SGAR Midi-Pyrénées).

Autorité de régulation

des communications électroniques et des postes

Texte n° 76 Avis n° 2013-0828 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des

postes en date du 18 juin 2013 sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 11 août 2006 portant application de l'article L. 42-3 du code des postes et des communications électroniques relatif aux fréquences ou bandes de fréquences dont les autorisations d'utilisation peuvent faire l'objet d'une cession.

JO n° 190 du 17 août 2013

Affaires étrangères

Texte n° 2 Arrêté du 7 août 2013 portant classement des postes d'experts techniques internationaux par groupes et indemnités de résidence à l'étranger.

Culture et communication

Texte n° 19 Décret n° 2013-748 du 14 août 2013 relatif à la prolongation et au renouvellement du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 20 Arrêté du 6 août 2013 portant sur les taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour l'année universitaire 2013-2014.

Texte n° 21 Arrêté du 6 août 2013 fixant les plafonds de ressources relatifs aux bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour l'année universitaire 2013-2014.

Économie et finances

Texte n° 24 Arrêté du 7 août 2013 relatif à l'octroi de la garantie de l'État à l'Établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées pour l'exposition "Georges Braque".

JO n° 191 du 18 août 2013

Intérieur

Texte n° 8 Décret du 16 août 2013 approuvant la modification du titre et des statuts d'une association reconnue d'utilité publique, la dissolution d'une autre association reconnue d'utilité publique et abrogeant le décret portant reconnaissance de cette dernière association comme établissement d'utilité publique (Patrimoine environnement "LUR-FNASSEM").

Culture et communication

Texte n° 19 Décret du 16 août 2013 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale de programme France Télévisions (M^{me} Frédérique Bredin).

JO n° 192 du 20 août 2013

Intérieur

Texte n° 15 Arrêté du 1^{er} août 2013 portant ouverture des concours externe et interne pour l'accès au grade

de technicien territorial spécialité "artisanat et métiers d'art" (session 2014).

Texte n° 16 Arrêté du 1^{er} août 2013 portant ouverture des concours (externe et interne) pour l'accès au grade de technicien territorial principal de 2^e classe, spécialité "artisanat et métiers d'art" (session 2014).

Économie et finances

Texte n° 34 Arrêté du 13 août 2013 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la Culture : Patrimoines).

Texte n° 35 Arrêté du 13 août 2013 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la Culture : Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Culture et communication

Texte n° 56 Décret du 19 août 2013 portant nomination du président de l'Établissement public du musée des arts asiatiques Guimet (M^{me} Sophie Makariou).

Texte n° 57 Arrêté du 8 février 2013 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (M^{me} Nadine Leonet, épouse Lehni).

Texte n° 58 Arrêté du 8 février 2013 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Jean-Bernard Lacroix).

JO n° 193 du 21 août 2013

Avis divers

Texte n° 45 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *Télévision, cinéma, vidéo et services audiovisuels à la demande dans 38 pays européens*, Conseil de l'Europe ; *Journalisme ouvert*, IRIS Plus 2013-2 ; *Le CARAP : un cadre de référence pour les approches plurielles des langues et des cultures*, Conseil de l'Europe ; *Langues régionales/minoritaires dans l'éducation bi-/plurilingue : langues d'ici, langues d'ailleurs*, Conseil de l'Europe ; *La Galerie des glaces après sa restauration*, École du Louvre ; *Les téléservices publics*, Revue française d'administration publique n° 146).

Texte n° 46 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (agence Harmonie Model's).

Texte n° 47 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (agence AAC).

Texte n° 48 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (agence Profil).

Texte n° 49 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (agence City Models).

Texte n° 50 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (agence Kid et Feel).

Texte n° 51 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (agence Apparence et Gladys Agency).

Texte n° 52 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (agence U Think).

Texte n° 53 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (agence Ford).

Texte n° 54 Avis relatif à la délivrance et au renouvellement d'agréments d'agences de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins.

Texte n° 55 Avis relatif à la délivrance d'une licence d'agence de mannequins (agence Golden Faces NMGT).

Texte n° 56 Avis relatif à la délivrance d'une licence d'agences de mannequins (agence JG Models).

Texte n° 57 Avis relatif à la délivrance d'une licence d'agence de mannequins (agence Couleur Metiss).

JO n° 194 du 22 août 2013

Culture et communication

Texte n° 21 Arrêté du 9 août 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Frida Kahlo-Diego Rivera. L'art en fusion*, au musée de l'Orangerie).

Texte n° 22 Arrêté du 9 août 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Rodin, la lumière et l'antique*, au Musée national Auguste Rodin).

Intérieur

Texte n° 56 Décret du 20 août 2013 portant nomination de la sous-préfète de Châteaulin (M^{me} Dominique Consille).

Texte n° 57 Décret du 20 août 2013 portant nomination du sous-préfet de Saint-Pierre de La Réunion (classe fonctionnelle III) (M. Loïc Armand).

Texte n° 58 Décret du 20 août 2013 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Mamers (M. Éric Cluzeau).

Texte n° 59 Décret du 20 août 2013 portant nomination de la sous-préfète de Mamers (M^{me} Laura Reynaud).

Texte n° 60 Décret du 20 août 2013 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Nyons (M. Luc Ankri).

Texte n° 61 Décret du 20 août 2013 portant nomination du sous-préfet de Nyons (M. Bernard Roudil).

Texte n° 62 Décret du 20 août 2013 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône (classe fonctionnelle III) (M. Vincent Berton).

Texte n° 63 Décret du 20 août 2013 portant nomination de la directrice de cabinet du préfet de Lot-et-Garonne (M^{me} Michèle Lugrand).

Texte n° 64 Décret du 20 août 2013 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet de la

région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône (M. Christophe Merlin).

Texte n° 65 Décret du 20 août 2013 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture des Hautes-Alpes (M. Christophe Lotigié).

Texte n° 66 Décret du 20 août 2013 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Hautes-Alpes (M. François Drapé).

Texte n° 67 Décret du 20 août 2013 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture de la Vendée (classe fonctionnelle III) (M. François Pesneau).

Texte n° 68 Décret du 20 août 2013 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Vendée (classe fonctionnelle III) (M. Jean-Michel Jumez).

Texte n° 69 Décret du 20 août 2013 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence (M^{me} Dominique Laurent).

Texte n° 70 Arrêté du 20 août 2013 portant cessation de fonctions du chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent en Polynésie française (M. Jean-Michel Jumez).

Texte n° 71 Arrêté du 20 août 2013 portant nomination du chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent en Polynésie française (M. Christophe Lotigié).

Avis divers

Texte n° 90 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (agence New Madison).

Texte n° 91 Avis relatif à la délivrance d'une licence d'agence de mannequins (agence OCP).

JO n° 195 du 23 août 2013

Premier ministre

Texte n° 2 Décret n° 2013-759 du 22 août 2013 relatif au délégué interministériel à l'intelligence économique.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 16 Arrêté du 20 août 2013 fixant les taux de droits de scolarité d'établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Intérieur

Texte n° 24 Décret du 22 août 2013 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française (M. Lionel Beffre).

Conventions collectives

Texte n° 31 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications.

JO n° 196 du 24 août 2013**Économie et finances**

Texte n° 31 Arrêté du 21 août 2013 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la Culture : Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Intérieur

Texte n° 38 Décret du 22 août 2013 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet de la préfète de la région Guadeloupe, préfète de la Guadeloupe (M. David Trouchaud).

Texte n° 39 Décret du 22 août 2013 portant nomination du directeur de cabinet de la préfète de la région Guadeloupe, préfète de la Guadeloupe (M. Nicolas Martrenchard).

Texte n° 40 Décret du 22 août 2013 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de l'Aude (M. Antoine Desfretier).

Texte n° 41 Décret du 22 août 2013 portant nomination de la sous-préfète de Figeac (M^{me} Véronique Laurent-Albesa).

Texte n° 42 Décret du 22 août 2013 portant nomination du sous-préfet de Molsheim (M. Mohamed Saadallah).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 59 Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés (Polynésie).

Texte n° 60 Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés (La Réunion - Mayotte).

JO n° 197 du 25 août 2013**Intérieur**

Texte n° 5 Arrêté du 1^{er} août 2013 portant ouverture des concours de technicien territorial pour l'année 2014 (aménagement urbain et développement durable, espaces verts et naturels, métiers du spectacle).

Texte n° 8 Arrêté du 5 août 2013 portant ouverture des concours de technicien territorial spécialité "espaces verts et naturels" (session 2014).

JO n° 198 du 27 août 2013**Intérieur**

Texte n° 13 Arrêté du 1^{er} août 2013 organisant les concours interne, externe et troisième concours de technicien territorial (session 2014) (aménagement urbain et développement durable, espaces verts et naturels).

Texte n° 15 Arrêté du 5 août 2013 portant ouverture et organisation des concours d'accès au grade de technicien territorial principal de 2^e classe dans la spécialité "espaces verts et naturels".

Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Texte n° 24 Arrêté du 12 août 2013 portant

enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles.

Texte n° 25 Arrêté du 13 août 2013 modifiant l'arrêté du 9 décembre 2003 relatif au titre professionnel d'infographiste metteur en page.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 31 Arrêté du 8 août 2013 fixant le contenu et les modalités d'organisation générale de la formation des bibliothécaires assistants spécialisés stagiaires de classe normale et de classe supérieure.

Économie et finances

Texte n° 75 Arrêté du 9 juillet 2013 portant nomination (agente comptable : M^{me} Anne Feuillerat, Établissement public Cité de la céramique Sèvres et Limoges).

Texte n° 76 Arrêté du 12 août 2013 portant nomination de l'agent comptable intérimaire de l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie (M. Daniel Le Gac).

Conventions collectives

Texte n° 77 Arrêté du 19 août 2013 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles (n° 1285).

JO n° 199 du 28 août 2013**Intérieur**

Texte n° 9 Arrêté du 12 août 2013 portant ouverture au titre de l'année 2014 des concours de technicien principal territorial de 2^e classe (externe, interne, troisième concours) (aménagement urbain et développement durable, espaces verts et naturels, métiers du spectacle).

Culture et communication

Texte n° 14 Arrêté du 16 août 2013 modifiant l'arrêté du 3 janvier 2008 relatif à la radio diffusée en mode numérique par voie hertzienne terrestre ou par voie satellitaire en bande L ou en bande S fixant les caractéristiques des signaux émis.

Texte n° 57 Décret du 26 août 2013 portant nomination du président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (M. Christophe Vallet).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 15 Arrêté du 20 août 2013 autorisant au titre de l'année 2014 l'ouverture de concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

Texte n° 16 Arrêté du 20 août 2013 autorisant au titre de l'année 2014 l'ouverture d'un examen professionnalisé réservé pour le recrutement de

conservateurs des bibliothèques.

Texte n° 17 Arrêté du 20 août 2013 autorisant au titre de l'année 2014 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires.

Texte n° 18 Arrêté du 20 août 2013 autorisant au titre de l'année 2014 l'ouverture d'un examen professionnalisé réservé pour le recrutement de bibliothécaires.

Texte n° 19 Arrêté du 20 août 2013 autorisant au titre de l'année 2014 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires assistants spécialisés de classe supérieure.

Texte n° 20 Arrêté du 20 août 2013 autorisant au titre de l'année 2014 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires assistants spécialisés de classe normale.

Texte n° 21 Arrêté du 20 août 2013 autorisant au titre de l'année 2014 l'ouverture d'un examen professionnalisé réservé pour le recrutement de bibliothécaires assistants spécialisés de classe normale.

Texte n° 22 Arrêté du 20 août 2013 autorisant au titre de l'année 2014 l'ouverture d'un examen professionnalisé réservé pour le recrutement de magasiniers des bibliothèques principaux de 2^e classe.

Texte n° 23 Arrêté du 20 août 2013 autorisant au titre de l'année 2014 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure.

Texte n° 24 Arrêté du 20 août 2013 autorisant au titre de l'année 2014 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle.

Économie et finances

Texte n° 32 Rapport relatif au décret n°2013-772 du 26 août 2013 portant transfert de crédits (contribution du ministère de la Culture et de la Communication au financement de la dernière tranche des travaux de rétablissement du caractère maritime du Mont-Saint-Michel).

Texte n° 33 Décret n° 2013-772 du 26 août 2013 portant transfert de crédits.

Texte n° 36 Rapport relatif au décret n° 2013-774 du 26 août 2013 portant annulation de crédits (les annulations portent sur les missions et programmes suivants : Mission " Culture " : programme 175 " Patrimoines ").

Texte n° 37 Décret n° 2013-774 du 26 août 2013 portant annulation de crédits.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 72 Avis n° 2012-14 du 13 novembre 2012 relatif à un projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 3 janvier 2008 relatif à la radio diffusée en mode numérique.

JO n° 200 du 29 août 2013

Affaires étrangères

Texte n° 2 Arrêté du 22 août 2013 modifiant l'arrêté du 4 janvier 2002 fixant par pays et par groupe le montant de l'indemnité spécifique liée aux conditions de vie locale servie aux personnels résidents des établissements d'enseignement français à l'étranger.

Intérieur

Texte n° 14 Arrêté du 2 août 2013 portant ouverture du concours de technicien territorial (aménagement urbain et développement durable, espaces verts et naturels, métiers du spectacle, artisanat et métiers d'arts).

Texte n° 15 Arrêté du 9 août 2013 portant ouverture des concours de technicien territorial, spécialités " bâtiments, génie civil " et " artisanat et métiers d'art ".

Texte n° 16 Arrêté du 9 août 2013 portant ouverture du concours de technicien territorial principal de 2^e classe dans la spécialité " artisanat et métiers d'art ".

Texte n° 68 Décret du 27 août 2013 portant cessation de fonctions de la sous-préfète de Vichy (M^{me} Fabienne Balussou).

Texte n° 69 Décret du 27 août 2013 portant nomination du sous-préfet de Vichy (M. Jean Almazan).

JO n° 201 du 30 août 2013

Éducation nationale

Texte n° 3 Décret n° 2013-783 du 28 août 2013 relatif à la composition et au fonctionnement du Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle.

Texte n° 5 Arrêté du 24 juillet 2013 modifiant les règlements d'examen, les définitions d'épreuves et la période de formation en milieu professionnel des brevets des métiers d'art.

Texte n° 7 Arrêté du 26 juillet 2013 portant abrogation du brevet des métiers d'art de la gravure.

Texte n° 8 Arrêté du 26 juillet 2013 portant création de la spécialité " orfèvrerie " de brevet des métiers d'art et fixant ses modalités de délivrance.

Intérieur

Texte n° 27 Arrêté du 11 juillet 2013 portant organisation de concours de technicien territorial (session 2014) (aménagement urbain et développement durable, espaces verts et naturels, métiers du spectacle, artisanat et métiers d'art).

Texte n° 29 Arrêté du 7 août 2013 portant ouverture des concours interne, externe et troisième voie de technicien territorial principal de 2^e classe (session 2014) (aménagement urbain et développement durable, espaces verts et naturels, métiers du spectacle, artisanat et métiers d'art).

Texte n° 30 Arrêté du 7 août 2013 portant ouverture des concours interne, externe et troisième voie de

technicien territorial (session 2014) (aménagement urbain et développement durable, espaces verts et naturels, métiers du spectacle, artisanat et métiers d'art).

Texte n° 31 Arrêté du 23 août 2013 approuvant une modification des statuts portant sur le transfert de siège d'une fondation reconnue d'utilité publique (Musée arménien de France - Fondation Nourhan Fringhian).

Culture et communication

Texte n° 44 Décret n° 2013-788 du 28 août 2013 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine.

Texte n° 45 Décret n° 2013-789 du 28 août 2013 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres du corps des conservateurs du patrimoine.

JO n° 202 du 31 août 2013

Culture et communication

Texte n° 23 Arrêté du 27 août 2013 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Allegro Barbaro. Béla Bartók et la modernité hongroise*

1905-1920, au musée d'Orsay).

Texte n° 81 Arrêté du 22 août 2013 portant nomination du directeur général de l'Établissement public du Musée national Picasso - Paris (M. Erol Ok).

Texte n° 82 Arrêté du 22 août 2013 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (Mme Frédérique Bredin).

Intérieur

Texte n° 73 Décret du 30 août 2013 portant nomination du préfet des Pyrénées-Atlantiques (M. Pierre-André Durand).

Texte n° 75 Décret du 30 août 2013 portant nomination du préfet de la Creuse (M. Christian Chocquet).

Texte n° 76 Décret du 30 août 2013 portant nomination du préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (M. Didier Montchamp).

Conventions collectives

Texte n° 91 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la production cinématographique.

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO AN du 6 août 2013

- MM. William Dumas, Jean-Luc Bleunven et Hervé Féron sur la récente étude réalisée par la société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes (ADAMI) portant sur 662 contrats phonographiques.

(Questions n°s 32784-16.07.2013 ; 32783-16.07.2013 ; 29175-11.06.2013).

- M^{me} Marie-Christine Dalloz, MM. Christophe Léonard et Kléber Mesquida sur la pratique de détection de métaux en tant que loisir, qui compte près de 4 000 membres en France.

(Questions n°s 31112-02.07.2013 ; 30494-25.06.2013 ; 28499-04.06.2013).

- M. Damien Meslot sur l'inquiétude que suscite parmi les archivistes de France une possible restriction de

l'accès aux archives nationales.

(Question n° 29088-11.06.2013).

- M^{me} Virginie Duby-Muller sur le bilan de la 7^e édition de l'opération «Tous à l'opéra» qui a eu lieu les 11 et 12 mai 2013 dans toute la France.

(Question n° 28840-11.06.2013).

- MM. Jean-Luc Bleunven, Hervé Féron, Michel Pouzol, Alain Bocquet, Patrick Hetzel et M^{me} Marietta Karamanli sur les inquiétudes des créateurs et des professionnels de la culture quant à la défense de l'exception culturelle par l'Union européenne.

(Questions n°s 28839-11.06.2013 ; 25979-07.05.2013 ; 24598-23.04.2013 ; 23976-16.04.2013 ; 23975-16.04.2013 ; 22620-02.04.2013).

- M^{me} Isabelle Attard sur l'application de la circulaire n° 5608 du 19 septembre 2012 du Premier ministre, définissant les orientations pour l'usage des logiciels libres dans l'administration. La circulaire incitait les ministres à l'utilisation des logiciels libres dans leurs services.

(Question n° 27640-28.05.2013).

- M^{me} Michèle Fournier-Armand sur le projet de règlement européen relatif à «la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données».

(Question n° 27330-28.05.2013).

- M. Stéphane Travert sur les inquiétudes soulevées par le secteur des musiques actuelles face aux menaces qui pèsent sur la diversité des expressions artistiques.

(Question n° 26517-21.05.2013).

- M^{me} Marie-Hélène Fabre sur la diffusion de l'art contemporain dans notre pays.

(Question n° 26318-14.05.2013).

- MM. Marcel Bonnot et Guillaume Larrivé sur la question de la protection du patrimoine, alors que 2013 marque le centenaire de la loi de 1913, fondatrice des dispositifs juridiques des “ monuments historiques ”, elle a annoncé son souhait de présenter au Parlement un projet de loi sur le patrimoine.

(Questions n°s 24998-23.04.2013 ; 22209-26.03.2013).

- M^{me} Véronique Louwagie et M. Jean-Luc Warsmann sur la loi n° 2011-302 du 22 mars 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques. (Questions transmises)

(Questions n°s 22205-26.03.2013 ; 19643-26.02.2013 ; 19642-26.02.2013).

- M^{me} Julie Sommaruga sur l'application de la loi n° 2007-309 du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur.

(Question n° 12936-11.12.2012).

- M. Paul Molac sur l'absence de diffusion par France Télévisions des émissions en langue bretonne dans le département de la Loire-Atlantique.

(Question n° 10226-20.11.2012).

JO AN du 13 août 2013

- MM. Yann Galut et Damien Abad sur l'avenir des centres de formation de musiciens intervenant à l'école (CFMI).

(Questions n°s 32439-16.07.2013 ; 32438-16.07.2013).

- M^{me} Paola Zanetti sur l'autorisation d'effectuer des fouilles archéologiques sur un terrain privé par un prospecteur bénévole.

(Question n° 30495-25.06.2013).

- M. Jacques Cresta sur le projet de règlement européen relatif à «la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données».

(Question n° 29958-18.06.2013).

- M. Hervé Féron sur le projet de nouveau règlement actuellement en discussion à Bruxelles concernant la protection des données personnelles.

(Question n° 28877-11.06.2013).

- M. Jean-Claude Bouchet sur les conclusions du rapport Lescure sur la fiscalité du numérique dans le domaine culturel.

(Question n° 28044-04.06.2013).

- M^{me} Isabelle Le Callennec sur le récent rapport “ Contribution aux politiques culturelles à l'ère numérique ” émanant de la “ mission culture ” dite mission “ Lescure ”.

(Question n° 27263-28.05.2013).

- MM. Jean-Sébastien Vialatte et Christian Kert sur le périmètre d'application du seuil de recours obligatoire de l'architecte.

(Questions n°s 26303-14.05.2013 ; 21608-26.03.2013).

- M. Luc Belot sur la publication des livres dits indisponibles, la loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles au vingtième siècle, publiée au Journal officiel le 1er mars 2012, entrera en vigueur après la publication d'un décret d'application en Conseil d'État.

(Question n° 25286-30.04.2013).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur les plates-formes françaises de téléchargement légal compétitives, il lui demande de bien vouloir lui faire part de ses intentions en la matière.

(Question n° 24501-23.04.2013).

- M^{me} Isabelle Attard sur les conditions d'utilisation des contenus de Gallica, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France.

(Question n° 23878-16.04.2013).

- M^{me} Isabelle Attard sur les éventuelles poursuites engagées par la Bibliothèque nationale de France pour cause de non-respect des conditions d'utilisation des contenus de Gallica.

(Question n° 23877-16.04.2013).

- M^{me} Isabelle sur les licences commerciales d'utilisation des œuvres hébergées sur la bibliothèque numérique Gallica.

(question n° 23876-16.04.2013).

- M^{me} Isabelle Attard sur les gains de la vente de licence commerciales par la bibliothèque numérique Gallica.

(Question n° 23875-16.04.2013).

- M. Lionel Tardy sur le calendrier de la transposition de la directive n° 2011/77/UE du 27 septembre 2011 portant sur les droits voisins, qui doit être réalisée au plus tard le 1^{er} novembre 2013 : cette transposition a-t-elle déjà été, au moins partiellement, réalisée, ainsi que les dispositions restant encore à transposer.

(Question n° 18959-19.02.2013).

- M. François de Mazières sur l'impact du développement de l'éolien sur le patrimoine naturel et historique (monuments historiques et sites remarquables et protégés), après l'adoption sans concertation d'amendements supprimant les zones de développement de l'éolien terrestre (ZDE), au cours de l'examen de la proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre, (Question n° 16516-29.01.2013).

- M. Thierry Lazaro sur les dispositions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées qui étendent au secteur public l'obligation du taux d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés dans les effectifs de chaque administration. (Questions n°s 10573-20.11.2012 ; 10544-20.11.2012).

JO AN du 20 août 2013

- M. Jean-Yves Le Bouillonnet sur les conséquences du relèvement du taux de la TVA sur les entrées de cinéma notamment sur les petites structures, en effet, la loi de finances rectificatives pour 2012 prévoit un relèvement de 7 % à 10 % sur les entrées de cinéma. (Question n° 35194-30.07.2013).

- M. Jacques Valax sur les conditions du départ de l'ex-dirigeant de la SACEM, le rapport annuel de la commission permanente de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits est revenu sur les conditions de départ de son ex-dirigeant. (Question n° 30578-25.06.2013).

- M. Marc Le Fur sur la représentation des associations au sein du Comité consultatif pour la promotion des langues régionales et de la pluralité linguistique interne. (Question n° 28838-11.06.2013).

- M. Jean-Claude Bouchet sur les conclusions du rapport Lescure sur la fiscalité du numérique dans le domaine culturel, en janvier 2013, le Président de la République ayant évoqué une "disposition législative ou fiscale" qui serait formulée à l'égard des moteurs de recherche qui tirent profit de l'information produite par la presse, comme Google, une résolution demandée par les éditeurs de presse et les producteurs de musique. (Question n° 28053-04.06.2013).

- M. Jean-Claude Bouchet sur les conclusions du rapport Lescure sur la fiscalité du numérique dans le domaine culturel, le rapport qui vient d'être remis au Président de la République préconise notamment le prêt de livres numériques. (Question n° 28047-04.06.2013).

- M^{me} Isabelle Le Callennec sur le récent rapport "Contribution aux politiques culturelles à l'ère numérique" émanant de la "mission culture" dite mission "Lescure", elle préconise de "maintenir et

actualiser l'exception culturelle". (Question n° 27261-28.05.2013).

- MM. Élie Aboud et Dominique Dord sur les prochaines négociations concernant le régime des intermittents du spectacle, en effet, des négociations à ce sujet auront probablement lieu au cours de l'automne 2013 entre les partenaires sociaux et lui demande de bien vouloir lui préciser l'état de sa réflexion à cet égard. (Questions n°s 27207-28.05.2013 ; 19961-05.03.2013).

- M. Jacques Bompard sur la proposition de création d'une taxe sur les tablettes et smartphones envisagée par le rapport de la mission dirigée par M. Pierre Lescure, une nouvelle taxe sur les équipements numériques ne manquant pas de pénaliser un peu plus les Français qui subissent une pression fiscale déjà considérable (Question n° 26813-21.05.2013).

- M^{mes} Marie-Hélène Fabre et Barbara Romagnan sur les distorsions de concurrence induites par la différence de taux de TVA appliqués à la presse numérique (19,6 %) et la presse physique sur support papier (2,10 %), qui peuvent remettre en cause le modèle économique fragile de la presse en ligne. (Questions n°s 26286-07.05.2013 ; 25900-30.04.2013).

- M. Élie Aboud sur la défense du patrimoine linguistique de notre pays, Il convient de promouvoir notre patrimoine linguistique, riche et varié, non de le soumettre, nous attendons du Gouvernement de notre pays qu'il défende notre identité et la variété de nos couleurs linguales. (Question n° 25375-30.04.2013).

- M. Sylvain Berrios sur la concurrence exercée par Amazon sur le secteur de la librairie indépendante, la part des ventes par internet dans la vente de livres est passée de 7,9 % en 2007 à 10 % en 2009 et à 13,1 % en 2010. (Question n° 24291- 16.04.2013).

JO AN du 27 août 2013

- M^{me} Françoise Dumas sur la situation paradoxale des artistes et musiciens interprètes à l'ère du numérique, la récente étude réalisée par la société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes (ADAMI) à partir de 662 contrats phonographiques, faisant apparaître que les contrats des artistes n'ont que peu évolué et ne tiennent pas compte des spécificités du numérique. (Question n° 33916-30.07.2013).

- M. Stéphane Saint-André sur le soutien aux librairies indépendantes, ces librairies sont une vraie richesse culturelle, elles sont souvent gérées par des passionnés qui apportent leur savoir, leurs conseils et leur érudition

aux clients, une chance pour l'édition et pour le livre.
(Question n° 30537-25.06.2013).

- M. Michel Pouzol sur la stratégie qu'entend mettre en œuvre le Gouvernement pour assurer le maintien de la qualité et la pérennité de la télévision la situation de la télévision régionale publique qui reflète la vie régionale et assurer un espace médiatique de grande écoute aux langues régionales.

(Question n° 30071-25.06.2013).

- M^{me} Geneviève Gosselin-Fleury, M. Thierry Mariani sur la situation dans laquelle se trouve la Maison d'Europe et d'Orient (MEO), un centre culturel européen basé à Paris.

(Questions nos 28409-04.06.2013 ; 27623-28.05.2013).

- M. Jean-Claude Bouchet sur les conclusions du rapport Lescure sur la fiscalité du numérique dans le domaine culturel.

(Questions n°s 28052-04.06.2013 ; 28051-04.06.2013).

- M^{me} Isabelle Le Callennec sur le récent rapport " Contribution aux politiques culturelles à l'ère numérique " émanant de la " mission culture " dite mission " Lescure ", elle préconise " l'application d'un taux réduit de TVA à l'ensemble des services culturels en ligne ", elle demande si le Gouvernement entend répondre à cette préconisation.

(Question n° 27262-28.05.2013).

- M. Jacques Bompard sur l'aide financière de l'État accordée à la presse écrite.

(Question n° 26954-21.05.2013).

SÉNAT

JO S du 1^{er} août 2013

- M. Yannick Vaugrenard sur la scène de musiques traditionnelles " Le Nouveau Pavillon " de Bouguenais.
(Question n° 05751-11.04.2013).

- M. Louis Duvernois sur la Charte de France Télévisions sur l'emploi de la langue française.

(Question n° 05934-18.04.2013).

- M. François Grosdidier sur l'autorisation aux mineurs de moins de seize ans d'un film ultra-violent.

(Question n° 06846-13.06.2013).

- M. Michel Fontaine sur la taxe sur la valeur ajoutée et salles de cinéma.

(Question n° 07130-27.06.2013).

JO S du 22 août 2013

- M^{me} Joëlle Garriaud-Maylam sur l'état d'avancement des discussions avec la Chine pour régler le contentieux relatif aux biens pillés par les armées françaises lors du sac du palais d'Été en 1860, lors de la seconde guerre de l'opium, qui demeure, en Chine un symbole douloureux des agressions commises par les puissances étrangères.

(Question n° 06274-02.05.2013).

JO S du 29 août 2013

- M. Jean-Jacques Lozach sur l'opportunité que le Mobilier national envisage d'opérer des dépôts de ses collections au département des objets d'art du Musée du Louvre afin que le public puisse enfin admirer ce patrimoine commun à tous les Français, symbole d'excellence et d'unité nationale.

(Question n° 06641-30.05.2013).

Annexe de l'arrêté MCCC1319849A du 1^{er} Août 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L.451-9 du Code du Patrimoine (article 13 de la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO n°0204 du 03 /09/2013)

Commune de Semur-en-Auxois

Service des musées de France :

Musée du Louvre, département des peintures

INV.ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
INV 2622 ; INV 8637 ; B 1016	BLANCHET Thomas	Cadus ayant tué le Dragon, Minerve lui ordonne d'en semer les dents	peinture à l'huile ; toile	H. : 250 ; L. : 200	1872	récolé-vu
INV 3672 ; LP 132	DASSY Jean-Joseph	La Charité	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 148	1876	récolé-vu
INV 6940 ; B 2154	Anonyme ; NIVELON Anne-Baptiste (d'après)	Portrait du maréchal de Belle-Isle	peinture à l'huile ; toile	H. : 91 ; L. : 73	1872	récolé-vu

Musée du Louvre, département des sculptures

INV.ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
RF 1356	CORTOT Jean-Pierre	Le Soldat de Marathon annonçant la victoire	plâtre	H. : 206 ; L. : 216 ; P. : 90	1901	récolé-vu

Musée d'Orsay

INV.ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
RF 608 ; FNAC 339	LECLAIRE Victor	Fleurs d'automne	peinture à l'huile ; toile	H. : 98 ; L. : 124	1895	récolé-vu

Service des arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV.ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC FH 866-33	BILLOTTE Léon-Joseph	Toilette du matin	peinture à l'huile ; bois	H. : 44,5 ; L. : 37,5	1866	récolé-vu
FNAC 1411	BOETZEL Ernest-Philippe	Portrait de Corot	fusain sur papier	H. : 108,5 ; L. : 85,5	1905	récolé-vu
FNAC PFH-1269	BOUHOT Etienne	Le Pont de la Poissonnerie à Semur après l'inondation du 14 juin 1835.	peinture à l'huile ; toile	H. : 90,5 ; L. : 130,5	1836	récolé-vu
FNAC PFH-1267	CHEVILLIARD Vincent	Le Chemin de la Belle-Marie, à Barbizon, en hiver	peinture à l'huile ; toile	H. : 59 ; L. : 80	1874	récolé-vu

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC 686	DAMERON Emile-Charles	Au bord de l'étang des Vaux de Cernay ; Matinée d'automne	peinture à l'huile ; toile	H. : 134 ; L. : 172	1886	récolé-vu
FNAC PFH-1266	DELANOE Frédéric	Portrait en pied de Louis-Philippe	peinture à l'huile ; toile	H. : 215 ; L. : 160	1834	récolé-vu
FNAC 1109	DELAITRE Mathilde	Soleils	aquarelle sur papier	H. : 112 ; L. : 88	1898	récolé-vu
FNAC PFH-1265	DESGOFFE Alexandre	Narcisse à la fontaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 105 ; L. : 150	1844	récolé-vu
FNAC PFH-3014 (3)	FREMIET Emmanuel	Artilleur de la garde	bronze	H. : 26 ; L. : 9,5 ; P. : 10	1859	récolé-vu
FNAC PFH-3016 (3)	FREMIET Emmanuel	Cheval au piquet	bronze	H. : 31 ; L. : 34 ; P. : 12,5	1859	récolé-vu
FNAC PFH-3311 (1)	FREMIET Emmanuel	Chat voleur ; Chat au poulet	bronze	H. : 26 ; L. : 12 ; P. : 6	1859	récolé-vu
FNAC PFH-3310 (1)	FREMIET Emmanuel	Griffonne et ses petits	bronze	H. : 13 ; L. : 7,5 ; P. : 13	1859	récolé-vu
FNAC PFH-3226 (2)	FREMIET Emmanuel	Héron	bronze	H. : 22	1859	récolé-vu
FNAC PFH-4527 (1)	FREMIET Emmanuel	Zouave assis	bronze	H. : 23,5 ; L. : 13 ; P. : 14	1859	récolé-vu
FNAC FH 865-117	GINAIN Louis-Eugène	Cavalier arabe	peinture à l'huile ; toile	H. : 60 ; L. : 45	1865	récolé-vu
FNAC PFH-1263	GUTERBOCK Léopold	Hérodiade	peinture à l'huile ; toile	H. : 128,5 ; L. : 96	1857	récolé-vu
FNAC 985	MASURE Jules	Après-midi d'octobre à Wimereux	peinture	H. : 85 ; L. : 120	1902	récolé-vu
FNAC FH 867-421	MILLET Aimé	Vercingétorix (tête monumentale)	plâtre	H. : 132 ; L. : 98 ; P. : 70	1867	récolé-vu
FNAC FH 868-262	MONGINOT Charles	Le Corbeau voulant imiter l'aigle	peinture à l'huile ; toile	H. : 200,5 ; L. : 126,5	1868	récolé-vu
FNAC 1765	MOTTE Henri-Paul	Le Siège d'Alésia	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 160	1905	récolé-vu
FNAC PFH-1270 FNAC PFH-1562	NANTEUIL-LEBOEUF Célestin-François, NANTEUIL Célestin (dit)	La Vigne ; Souvenir de jeunesse	peinture à l'huile ; toile	H. : 197 ; L. : 127	1855	récolé-vu
FNAC FH 866-258	ROZIER Jules-Charles	Environs d'Honfleur	peinture à l'huile ; toile	H. : 126 ; L. : 200	1868	récolé-vu
FNAC 590	STEINER Clément-Léopold	Berger et sylvain ; Berger enlevant un jeune sylvain	plâtre	H. : 240 ; L. : 105 ; P. : 85	1889	récolé-vu
FNAC 369	THOMAS-SOYER Mathilde	Chasseur et braconnier, chien d'arrêt et chien de berger	plâtre	H. : 120 ; L. : 148 ; P. : 70	1886	récolé-vu
FNAC FH 860-243	VIGER-DUVIGNEAU Jean-Louis-Hector	Saint Lazare abandonné sur la mer avec ses compagnons	peinture à l'huile ; toile	H. : 215 ; L. : 276	1869	récolé-vu
FNAC FH 860-248	VILLEVIELLE Léon	Vue d'Italie	peinture sur toile ; toile	H. : 74 ; L. : 111	1864	récolé-vu

Annexe de l'arrêté MCCC1320425A du 6 Août 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L.451-9 du code du Patrimoine (article 13 de la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO n° 204 du 03/09/2013)

Commune d'Alençon

Service des musées de France :

Collection Campana, antiques, envoi de 1863

INV. ETAT	PROVENANCE, DATATION	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	NOTES
1 (n° liste d'envoi)	Étrurie; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Œnochoé	bucchero	H.: 28	récolé-vu
2 (n° liste d'envoi)	Étrurie; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Œnochoé	bucchero	H.: 23	récolé-vu
3 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; 2 ^e -3 ^e 1/4 VI ^e s. av. J.-C.	Œnochoé	bucchero	H.: 23	récolé-vu
4 (n° liste d'envoi)	Étrurie; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Œnochoé	bucchero	H.: 19,7	récolé-vu
6 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; fin VII ^e s. av. J.-C.	Amphore	bucchero	H.: 12	récolé-vu
7 (n° liste d'envoi)	Étrurie; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Olpé ; anse en ruban	bucchero	H.: 19	récolé-vu
8 (n° liste d'envoi)	Étrurie; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Olpé	bucchero	H.: 12,5	récolé-vu
10 (n° liste d'envoi)	Étrurie; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Canthare	bucchero	H.: 11,4 ; D.: 11,7	récolé-vu
11 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; 625-550 av. J.-C.	Calice	bucchero	H.: 15 ; D.: 16,5	récolé-vu
12 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; 625-550 av. J.-C.	Calice	bucchero	H.: 11 ; D.: 12	récolé-vu
14 (n° liste d'envoi)	Étrurie; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Coupe	bucchero	D.: 13,1	récolé-vu
15 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Coupe	bucchero	H.: 16 ; D.: 12,3	récolé-vu
16 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; début VI ^e s. av. J.-C.	Skyphos	bucchero ; décor incisé	H.: 7,5 ; D.: 9,5	récolé-vu
17 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; IV ^e s. av. J.-C.	Œnochoé à col droit	terre cuite ; figures rouges	H.: 29,5	récolé-vu
18 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; fin IV ^e -début III ^e s. av. J.-C.	Œnochoé à col droit et bec biseauté	terre cuite	H.: 23	récolé-vu
20 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; fin IV ^e s. av. J.-C.	Œnochoé à col droit	terre cuite	H.: 12,2	récolé-vu
21 (n° liste d'envoi)	Apulie ; IV ^e s. av. J.-C.	Cratère à colonnettes	terre cuite ; figures rouges	D.: 11,2	récolé-vu
24 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; fin IV ^e -début III ^e s. av. J.-C.	Plat ; tête féminine diadémée	terre cuite ; figures rouges	D.: 14,3	récolé-vu
25 (n° liste d'envoi)	Italie ; époque romaine ?	Coupe	terre cuite rouge	D.: 10,7	récolé-vu
26 (n° liste d'envoi)	Grèce archaïque ; rhodien	Vase à col droit	terre cuite beige	D.: 9,6	récolé-vu
27 (n° liste d'envoi)	Corinthe ; début VI ^e s. av. J.-C.	Aryballe globulaire	terre cuite beige	H.: 8,2	récolé-vu
28 (n° liste d'envoi)	Corinthe ; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Aryballe globulaire	terre cuite beige	H.: 7	récolé-vu

INV. ETAT	PROVENANCE, DATATION	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	NOTES
29 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; 2 ^e 1/4 VI ^e s. av. J.-C.	Aryballe globulaire	terre cuite beige	H. : 6,4	récolé-vu
30 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; 2 ^e 1/4 VI ^e s. av. J.-C.	Aryballe globulaire	terre cuite rosée	H. : 8	récolé-vu
32 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; VII ^e -VI ^e s. av. J.-C.	Alabastre à goulot plat	terre cuite	H. : 11,2	récolé-vu
33 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; début VI ^e s. av. J.-C.	Alabastre à goulot plat	terre cuite beige	H. : 11,4	récolé-vu
35 (n° liste d'envoi)	Corinthe ? Étrurie ? début VI ^e s. av. J.-C.	Alabastre	terre cuite beige	H. : 9,3	récolé-vu
36 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; début VI ^e s. av. J.-C.	Alabastre	terre cuite beige	H. : 9,6	récolé-vu
37 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; début VI ^e s. av. J.-C.	Alabastre	terre cuite beige	H. : 6,2	récolé-vu
38 (n° liste d'envoi)	? ; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Aryballe piriforme	terre cuite	H. : 11,2	récolé-vu
40 (n° liste d'envoi)	Corinthe ; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Aryballe	terre cuite beige	H. : 9,5	récolé-vu
41 (n° liste d'envoi)	Corinthe ? ; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Aryballe piriforme	terre cuite beige	H. : 9,5	récolé-vu
42 (n° liste d'envoi)	Corinthe ? ; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Aryballe piriforme	terre cuite beige	H. : 9,5	récolé-vu
43 (n° liste d'envoi)	Corinthe ; fin VII ^e -début VI ^e s. av. J.-C.	Aryballe	terre cuite beige	H. : 8,4	récolé-vu
44 (n° liste d'envoi)	Athènes ; Italie ? ; proto-attique	Olpé	terre cuite ; figures noires	H. : 23,5	récolé-vu
47 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; IV ^e s. av. J.-C.	Stannos	terre cuite ; figures rouges	H. : 30 ; L. : 28	récolé-vu
48 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; fin IV ^e s. av. J.-C.	Énochoé à col droit	terre cuite orangée	H. : 14	récolé-vu
49 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; III ^e s. av. J.-C.	Énochoé à bec relevé	terre cuite	H. : 14,2	récolé-vu
50 (n° liste d'envoi)	Athènes ? ; 2 ^e 1/4 V ^e s. av. J.-C.	Lécythe	terre cuite orangée	H. : 12,8	récolé-vu
51 (n° liste d'envoi)	Italie ; IV ^e -III ^e s. av. J.-C.	Énochoé	terre cuite orangée	H. : 13	récolé-vu
52 (n° liste d'envoi)	Attique ? Ionien ? VI ^e s. av. J.-C.	Lydion	terre cuite ; vernis noir	H. : 9,3	récolé-vu
54 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; 2 ^e 1/2 IV ^e -début III ^e s. av. J.-C.	Lampe à bec	terre cuite orangée	D. : 8,2	récolé-vu
55 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; III ^e -II ^e s. av. J.-C.	Coupe	terre cuite orangée	H. : 21 ; D. : 13,8	récolé-vu
56 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; III ^e -II ^e s. av. J.-C.	Assiette plate	terre cuite	D. : 21,2	récolé-vu
57 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; III ^e -II ^e s. av. J.-C.	Assiette plate	terre cuite	D. : 19	récolé-vu
58 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; III ^e -II ^e s. av. J.-C.	Assiette plate	terre cuite	D. : 19,6	récolé-vu
59 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; III ^e -II ^e s. av. J.-C.	Assiette plate	terre cuite beige	D. : 19,5	récolé-vu
60 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; II ^e s. av. J.-C.	Assiette plate	terre cuite beige	D. : 16,8	récolé-vu
61 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; II ^e s. av. J.-C.	Assiette	terre cuite beige	D. : 16,5	récolé-vu
62 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; III ^e -II ^e s. av. J.-C.	Assiette	terre cuite	D. : 14	récolé-vu
63 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; III ^e s. av. J.-C.	Assiette plate	terre cuite beige rosé	D. : 14,8	récolé-vu

INV.ETAT	PROVENANCE, DATATION	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	NOTES
64 (n° liste d'envoi)	Italie méridionale ; IV ^e -III ^e s. av. J.-C.	Coupe	terre cuite orangée	D. : 9,6	récolé-vu
65 (n° liste d'envoi) récolé-vu	Bassin méditerranéen ; I ^{er} -début-II ^e s. ap. J.-C.	Lampe	terre cuite	L. : 12,5	
66 (n° liste d'envoi)	Étrurie ; 2 ^e 1/2 II ^e s. av. J.-C.	Urne cinéraire	terre cuite beige	H. : 22,5 ; L. : 34 ; P. : 18,2 (cuve)	récolé-vu
69 (n° liste d'envoi)	Campanie ; III ^e -II ^e s. av. J.-C.	Femme drapée ; figurine	terre cuite beige	H. : 15	récolé-vu
70 (n° liste d'envoi)	Capoue ; III ^e -II ^e s. av. J.-C.	Tête votive féminine	terre cuite orangée	H. : 11	récolé-vu
71 (n° liste d'envoi)	Capoue ; III ^e -II ^e s. av. J.-C.	Tête votive féminine	terre cuite	H. : 11,3	récolé-vu
72 (n° liste d'envoi)	Asie Mineure ? ; II ^e s. av. J.-C.	Fragment de statue ; tête féminine	terre cuite ocre jaune	H. : 10 ; L. : 8,5	récolé-vu
73 (n° liste d'envoi)	Sicile ? ; fin III ^e s. av. J.-C.	Tête de femme ; figurine	terre cuite grise	H. : 7,5 ; L. : 7	récolé-vu
74 (n° liste d'envoi)	Asie Mineure ? début VI ^e s. av. J.-C.	Muffle de lion ; figurine	terre cuite orangée	H. : 6	récolé-vu
75 (n° liste d'envoi)	Étrurie	Pied droit votif ; ex-voto	terre cuite	H. : 10	récolé-vu
76 (n° liste d'envoi)	II ^e s. av. J.-C.	Satyre portant une outre	marbre	H. : 95 ; L. : 45	récolé-vu
77 (n° liste d'envoi)	Rome	Buste de Minerve	marbre	H. : 38	récolé-vu
78 (n° liste d'envoi)	Rome ; I ^{er} s. ap. J.-C.	Buste de romain	marbre	H. : 36	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
INV 2317 ; MR 1132	ALLEGRAIN Etienne	Paysage avec femme trayant une vache	peinture à l'huile ; toile	H. : 67 ; L. : 114	1876	récolé-vu
INV 3998 ; B 1132	BERNAERTS Nicasius	Chèvres, boucs, paon, etc...	peinture à l'huile ; toile	H. : 45 ; L. : 217	1892	récolé-vu
INV 4486bis ; B 1209	BLIN DE FONTENAY Jean	Vase d'or, fruits, paons et singe	peinture à l'huile ; toile	H. : 154 ; L. : 111	1872	récolé-vu
INV 3993 ; B 1120 ; MR 3936	BOEL Pieter	Plusieurs têtes de chat, un lapin, une chèvre	peinture à l'huile ; toile	H. : 41 ; L. : 32	1892	récolé-vu
Cornu 595	GIORDANO Luca (attribué à)	Jésus-Christ portant sa croix	peinture à l'huile ; toile	H. : 123 ; L. : 177	1863	récolé vu
INV 5617	LANDON Charles-Paul	Dédale et Icare	peinture à l'huile ; bois	H. : 54 ; L. : 44	1861	récolé vu
INV 5619	LANDON Charles-Paul	Paul et Virginie dans leur enfance	peinture à l'huile ; toile	H. : 250 ; L. : 200	1872	récolé vu
INV 829	MASSONE Giovanni	Retable de Savone ; Noli me tangere (panneau central)	peinture à l'huile ; bois	H.	1876	récolé-vu

Musée d'Orsay

INV.ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
MI 45 récolé vu	LEMAN Jacques-Edmond	Les loisirs de Virgile, 1851	peinture à l'huile, toile	H. : 135, L. : 160	1853	

Service des arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV.ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC PFH-1988	BILFELD Jean-Joseph ; WINTERHALTER François-Xavier (d'après)	Roi Louis-Philippe	peinture à l'huile ; toile	H. : 248 ; L. : 163	1857	récolé-vu
FNAC FH- 863-30	BOUET Georges-Adelmard	Vue intérieure de l'église de l'abbaye de Mondaye ; v. 1863	peinture à l'huile ; bois	H. : 80 ; L. : 60	1863	récolé-vu
FNAC 125	COLLIN Raphaël	Daphnis et Chloé ; 1877	peinture à l'huile ; toile	H. : 250 ; L. : 160	1879	récolé-vu
FNAC FH 865-114	GIDE François-Théophile	Moines à l'étude ; v. 1865	peinture à l'huile ; toile	H. : 68 ; L. : 90	1865	récolé-vu
FNAC 111	LAFRANCE Jules-Isidore	Saint Jean-Baptiste enfant ; 1873	bronze	H. : 150	1879	récolé-vu
FNAC PFH-281	LAURENS Jean-Paul	La Mort du duc d'Enghien ; 1872	peinture à l'huile ; toile	H. : 165 ; L. : 104	1874	récolé-vu
FNAC 799	LAVIEILLE Eugène- Antoine	Nuit d'été à Moret-sur-Loing ; 1885	peinture à l'huile ; toile	H. : 95 ; L. : 130	1885	récolé-vu
FNAC FH 868-226	LEGRIP Frédéric	Vue de la ville de Bellême ; 1868	peinture à l'huile ; toile	H. : 87 ; L. : 134	1868	récolé-vu
FNAC PFH-1995	LEHARIVEL-DUROCHER Victor-Edmond	Un miracle de l'enfant Jésus ; Jésus donnant la volée aux oiseaux ; v. 1851	plâtre	H. : 100 ; L. : 140	1858	récolé-vu
FNAC PFH-1996	LEMAN Jacques-Edmond	Le Dépit amoureux ; v.1870	peinture à l'huile ; toile	H. : 82,5 ; L. : 65	1871	récolé-vu
FNAC 1740	LOUIS Noël-Hubert ; LOUIS-NOËL (dit)	Philippe de Chennevières ; 1901	plâtre	H. : 80 ; L. : 60 ; P. : 40	1903	récolé-vu
FNAC FH 868-312	SCHÜTZENBERGER Louis-Frédéric	Saint Siméon stylite ; v. 1868	peinture à l'huile ; toile	H. : 137,5 ; L. : 88	1869	récolé-vu
FNAC PFH-1997	TISSIER Jean-Baptiste Ange	Pierre Lescot, architecte ; v. 1854	peinture à l'huile ; toile	H. : 216 ; L. : 131	1862	récolé-vu
FNAC FH 866-314	VEYRASSAT Jules- Jacques	Chevaux à l'abreuvoir ; 1866	peinture à l'huile ; toile	H. : 150 ; L. : 295	1866	récolé-vu
FNAC PFH-2307	VIGER du VIGNEAU Jean-Louis-Victor ; VIGER (dit)	Les libellules ; v. 1871	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 220	1874	récolé-vu

Annexe de l'arrêté MCCC1320225A du 6 Août 2013 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L.451-9 du Code du Patrimoine (article 13 de la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO n°0204 du 3/09/2013)

Commune de Laval

Service des musées de France :

Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaines

INV.DEPOSITAIRE	PROVENANCE	TITRE	MATERIAUX	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
353	Italie, I ^{er} s. ap. J-C	Plaque «Campana» ; Scène de mariage	terre cuite rosée	H. : 51,5 ; La. : 46,5 ; ep. : 3	1895	récolé-vu
354	Italie, I ^{er} s. ap. J-C	Plaque «Campana» ; Scène de sacrifice	terre cuite rosée	H. : 50,5 ; La. : 48,5 ; ep. : 3	1895	récolé-vu
355	Epoque hellénistique	Antéfixe	terre cuite beige rosée	H. : 29,5 ; La. : 27 ; ep. : 5	1895	récolé-vu

Collection Campana, envoi de 1863

INV.ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
458 (Cornu)	COLLE Raffaello del	Madone au candélabre	peinture à l'huile ; bois	D. : 42	1863	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV.ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
INV 1989 ; B 348	Anonyme, Flandres, XVII ^e s.	Vierge à l'Enfant	peinture à l'huile ; bois	H. : 66 ; L. : 51	1876	récolé-vu
INV 9968 ; B 1956	Anonyme, France, XVIII ^e s.	Portrait d'une femme inconnue	peinture à l'huile ; toile	H. : 70 ; L. : 60	1872	récolé-vu
INV 3967 ; B 1098 ; MR 3907	BOEL Pieter	Un Aigle et deux spatules	peinture à l'huile ; toile	H. : 81 ; L. : 100	1892	récolé-vu
INV 4049 ; B 1271 ; MR 4079	BOEL Pieter	Cinq Tortues	peinture à l'huile ; toile	H. : 62 ; L. : 116	1892	récolé-vu
INV 8536 ; B 1339	COYPEL Charles Antoine	Dieu le Père entouré de chérubins au milieu des nuages	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 75 (format tondo)	1872	récolé-vu
INV 8537 ; B 1341	COYPEL Noël Nicolas	Des Anges et des chérubins au milieu des nuages	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 75 (format tondo)	1872	récolé-vu

Service des arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV.ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSION	DEPOT	NOTES
FNAC FH 861-3	ANDRE Jules	Vue des Landes	peinture à l'huile ; toile	H. : 82 ; L. : 111,7	1863	récolé-vu
FNAC 164	ASTRUC Zacharie	Le moine, l'extase dans le sommeil	marbre	H. : 120 ; L. : 80 ; P. : 83	1896	récolé-vu
FNAC FH 862-71	CABASSON Guillaume-Alphonse ; HARANG (dit)	Saint Louis prisonnier après la bataille de la Massourah ; 1864	peinture à l'huile ; toile	H. : 190,5 ; L. : 244,5	1867	récolé-vu
FNAC 56	COUTAN Jules-Félix	La Calligraphie	plâtre	H. : 210 ; L. : 73 ; P. : 80	1895	récolé-vu
FNAC 868-136	DALIGE de FONTENAY Léonard-Alexis	La Montée du flot, entre le Havre et Honfleur	peinture à l'huile ; toile	H. : 62,5 ; L. : 104	1868	récolé-vu
FNAC PFH-4321	DURET Francisque-Joseph DESACHY mouleur	Mercreu inventant la lyre	moulage ; plâtre	H. 174,5 ; L. : 68 ; P. : 65	1860	récolé-vu
FNAC PFH-3380	GENIOLE Alfred-André ; VELASQUEZ Diego (d'après)	L'Infant don Balthazar ; 1850	peinture à l'huile ; toile	H. : 215 ; L. : 170	1858	récolé-vu
FNAC FH 865-135	HAGEMANN Godefroy de	Le Château de la Reine Blanche à Grez	peinture à l'huile ; toile	H. : 129,5 ; L. : 174	1865	récolé-vu
FNAC 513	HUGREL Pierre-Honoré	Ariane	peinture à l'huile ; toile	H. : 112 ; L. : 165,5	1897	récolé-vu
FNAC 1257	HUOT Madeleine	Le Feu, intérieur	peinture à l'huile ; toile	H. : 46 ; L. : 38	1905	récolé-vu
FNAC 503	LAFON François-Henri-Alexandre	A Constantinople au IV ^e siècle	peinture à l'huile ; toile	H. : 230 ; L. : 330	1896	récolé-vu
FNAC PFH-3382	LANDELLE Charles-Zacharie	Béatitudes : Bienheureux ceux qui ont le cœur pur parce qu'ils verront Dieu ; 1851	peinture à l'huile ; toile	H. : 137,5 ; L. : 89	1852	récolé-vu
FNAC PFH-4840	LANDELLE Charles-Zacharie	L'Aveugle de Biskra ; 1885	peinture à l'huile ; toile	H. : 220,5 ; L. : 155,5	1889	récolé-vu
FNAC PFH-6289	LANDELLE Charles-Zacharie	Les Femmes de Siloe ; 1880	peinture à l'huile ; toile	H. : 219,5 ; L. : 156	1882	récolé-vu
FNAC PFH-3383 récolé-vu	LANDELLE Charles-Zacharie	Béatitudes : Bienheureux ceux qui pleurent parce qu'ils seront consolés ; 1851	peinture à l'huile ; toile	H. : 137,5 ; L. : 89	1852	
FNAC PFH-3384	LAZERGES Hippolyte	Les Obsèques de saint Sébastien ; 1855	peinture à l'huile ; toile	H. : 155,5 ; L. : 238,5	1869	récolé-vu
FNAC 1344	LEONARD Agathon (dit) VAN WEYDEVELDT	Hébé	plâtre	H. : 235 ; L. : 90 ; P. : 90	1902	récolé-vu,
FNAC 2034	LOISEAU-ROUSSEAU Paul-Emile	Béatrix de Graves	bronze	H. : 192 ; L. : 88 ; P. : 72	1908	récolé-vu

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSION	DEPOT	NOTES
FNAC 1254	MOREAU DE TOURS Georges	Le Drapeau de Malakoff (8 septembre 1855) ; 1888	peinture à l'huile ; toile	H. : 298 ; L. : 246	1898	récolé-vu
FNAC PFH-4322	LOUDINE Eugène-André ; DESACHY mouleur	La Mort de Psyché	plâtre ; moulage	H. : 57,5 ; L. : 160 ; P. : 68	1860	récolé-vu
FNAC PFH-3386	PORION Charles ; VELASQUEZ Diego (d'après)	Comte duc d'Olivares	peinture à l'huile ; toile	H. : 298 ; L. : 233,5	1856	récolé-vu
FNAC PFH-3387	QUINAURT Charles- Louis-François	Site de rochers dans l'île de Capri	peinture à l'huile ; toile	H. : 146 ; L. : 195	1836	récolé-vu
FNAC FH 866-266	SAINT-FRANCOIS Léon Joly de	Clair de lune dans les Vosges	peinture à l'huile ; toile	H. : 101,5 ; L. : 71	1866	récolé-vu
FNAC FH 863-220	SAINT-GERMAIN Prosper Jean-Baptiste	Un mariage en Basse-Bretagne	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 171	1864	récolé-vu
FNAC PFH-6288	SAINT-MARTIN Paul de	Paysage ; 1851	peinture à l'huile ; toile	H. : 72,3 ; L. : 123,5	1852	récolé-vu
FNAC PFH-3389	SERRES Henri Charles de ; REMBRANDT Harmensz van Rijn (d'après)	Rembrandt ; 1849	peinture à l'huile ; toile	H. : 117 ; L. : 89,5	1850	récolé-vu
FNAC PFH-3397	TRAVAUUX Pierre	Amphitrite ; 1867	plâtre	H. : 175 ; L. : 100 ; P. : 74	1874	récolé-vu
FNAC 666	WINTER Pharaon- Abdon-Léon de	Tondeur de moutons	peinture à l'huile ; toile	H. : 147 ; L. : 167	1885	récolé-vu

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Pour un renouvellement, n° d'abonné :

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Bureau du fonctionnement des services, M^{me} Christine Sosson, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.